



BARJAVEL

journal d'un homme simple

...vingt ans après la charrette bleue...

le petit garçon de la boulangerie de la rue Gambetta a grandi mais il n'a pas tellement changé. Le voilà déjà écrivain, débutant... son regard est toujours plein de curiosité et d'amusement.

denoël

كتاب من الأصول

LE SOMMET FRANCO-AMÉRICAIN DE WASHINGTON

De notre correspondant

entrer dans nos mœurs, sur Giacometti, qui fut l'un de ses très bons amis à la fin de sa vie, sur l'impressionnisme, le fauvisme, les concordances entre les évolutions de l'art des deux côtés de l'Atlantique.

Invité à dresser le bilan de sa visite à la Maison Blanche, M. Mitterrand a affirmé : « Le climat a été bon, chaleureux. Quant aux conséquences politiques, elles n'apparaîtront qu'avec le temps. Certaines se feront sentir à court terme : pour les questions économiques et financières. D'autres, à moyen terme : l'équilibre des forces et, je l'espère, l'Amérique centrale. Et d'autres encore, à long terme. »

Visiblement, aucun accord n'a pu être conclu. Les malentendus demeurent-ils ? « Il n'y avait pas de malentendus, a répliqué M. Mitterrand. Les malentendus, c'est quand on ne comprend pas. Ici, il n'y a pas eu de malentendus, mais on s'est très bien compris depuis longtemps. Les réactions sont faites pour se mettre d'accord ou pour crier les conditions d'un accord (...). Je n'ai pas la prétention de convaincre, surtout en trois heures, qui que ce soit. Et je ne me pense pas être malléable devant les autres convictions, surtout en trois heures. En fait, j'ai remis les compteurs à zéro, rien n'a été décidé ».

M. Mitterrand a souligné que le but premier de son voyage était la préparation du sommet européen. Il a déclaré qu'il se tenir en juin à Versailles. Selon lui, un rapprochement américain-européen sur les questions de sécurité internationale pourrait se produire d'ici là. Le président français s'est montré moins sévère qu'il paraissait précédemment. Il a déclaré, notamment, aux Etats-Unis : « Je déclare, par exemple : *e il y a des jeux de marche qui sont pas tout à fait perdus* ». Il a également déclaré que l'Etat a suggéré au cours de sa conférence de presse que les taux de change pouvaient être utilisés comme un moyen d'intégrer l'Euro. Faut-il en déduire que Paris souhaite une intervention de Washington sur les marchés des changes pour soutenir les Etats-Unis ? Il est difficile de dire qu'une promesse lui a été faite, bien que cette intervention soit contraire aux théories américaines.

M. Mitterrand a fait savoir qu'il se rendrait à l'autre sommet, celui des pays de l'alliance

geons suggèrent que nous serons capables de travailler ensemble à ce problème dans les prochains mois.»

Est-ce à dire que la France pourrait jouer un rôle de m.a.i.a. ? M. Mitterrand n'a pas émis une plus explicite dans ses allocutions. Mais il a dit : « Je ne répète pas... que notre première tâche est de lutter contre la misère, l'exploitation et la domination des classes sociales toujours plus nombreuses et toujours plus déprimées » (1) par le biais des « faciles à trouver mais sur lesquelles nous devons nous appuyer pour la mise en œuvre de pouvoirs démocratiques » (2). Tel est le point commun sur lequel nous nous appuyons pour rapprocher les deux notions. « Pour ce qui est de la démocratie, nous sommes d'accord », dit-il. « Mais la démocratie d'Occident, à comprendre mieux et à aider davantage les peuples en voie de développement, à leur donner, et vers plus de liberté sera bon. Il a rappelé à ce propos son appui au récent plan quinquennal du développement économique du Cameroun ».

Il semble bien que l'Amérique centrale ait constitué le moment le plus difficile de la présidence de M. Reagan et Haig reprochent à la France une méconnaissance des réalités dans cette région et des initiatives jugées malheureuses (comme la vente d'armes au Nicaragua), qui contredisent, selon eux, les positions de Paris dans les rapports Est-Ouest. Le président de la République n'a pas dit un mot en public de leur argument-clé, à savoir les manœuvres subversives de l'URSS, et de ses alliés dans les Caraïbes.

Dans sa conférence de presse, le chef de l'Etat s'est montré un peu plus précis sur les intentions de la France dans la région. Après avoir dit que la France est à Paris et de Washington sont différentes, c'est évident. Mais on ne va pas se disputer sur la position de la France n'est pas de compiquer les choses, mais de les faciliter. M. Mitterrand considère qu'une intervention militaire dans la région du Golfe du Persique centrale « serait quelque chose de dramatique pour le monde entier ». Il apprécie la situation, mais il ne veut pas le caire, qui, selon lui, va dans le bon sens. Cela ne l'empêche pas de « comprendre » les Etats-Unis : « Après tout, ce sont eux qui ont proposé le rapprochement entre Paris et Washington évoqué par M. Reagan, il affirme : « Le rapprochement, c'est qu'on en arrive à l'entente, c'est qu'on en arrive à l'entente ».

● « Je souhaiterais pouvoir rencontrer M. Brejnev aussi souvent mais l'occasion ne s'est pas encore présentée », a déclaré M. Mitterrand à des journalistes à l'issue de ses entretiens à la Maison Blanche. « Les événements ne permettent pas d'envoyer une rencombre dans un bref délai, a-t-il ajouté, et les problèmes de la Pologne et de l'Afghanistan y sont sans doute pour quelque chose. » — (A.F.P.)

De notre correspondant

que les chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Londres en novembre 1981 n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur une nouvelle formule pour diminuer la contribution de la Grande-Bretagne au budget communautaire ce sujet empêche toutes les réunions européennes.

Mme Thatcher reste ferme et déterminée. Si elle veut bien limiter à quatre ou cinq ans le portés de l'accord qu'elle recherche, au lieu des sept qu'elle exigeait à l'origine, elle refuse échauffement une « victoire ».

Mme Thatcher reste ferme et détermine. Si elle veut bien limiter à quatre ou cinq ans la portée de l'accord qu'elle recherche, son lien des sept qu'elle évoque ne sera l'unique, mais absolument un, risquerai-je de dire, sur sa part du budget. Selon des chiffres publiés par le gouvernement, la contribution nette de la Grande-Bretagne s'élève à 122 millions de livres sterling, si rien n'est négocié, contre 50 millions en 1981.

Le premier ministre britannique se décide à refuser toute augmentation des prix agricoles aussi longtemps qu'il y aura des problèmes de chômage. Ce refus risque de causer, pour ces problèmes avec les agriculteurs dans certains pays, mais ces difficultés peuvent justement

sièlent les gouvernements à l'égard de la Grande-Bretagne, et les propos adressés au premier lieu à Paris, même si l'on se garde de tout ramener à un différend franco-britannique.

Les Britanniques se demandent si la Grande-Bretagne est enclin à se joindre à la Communauté, mais ils n'en pensent pas moins qu'un accord serait plus facile à obtenir si le « verrou » français était enlevé. Ils ne croient pas que l'extension à Londres a une position plus souple de la part d'un nouveau gouvernement français.

Les Britanniques se demandent la raison de l'opposition de la France à une « bonne foi accord ». Cette question est d'ailleurs, disent-ils, comme si elle n'avait pas été soulevée par elle-même pour pouvoir passer à d'autres choses et à d'autres questions. Pourquoi le soufflé domie-t-il et devient-il ?

Si aucun compromis n'est en vue, le Foreign Office minimise les risques d'une crise grave. Toutefois, un éclat de Mme Thatcher au sommet de Bruxelles ne peut être totalement exclu. Le souci des diplomates français et britanniques est d'éviter qu'une éventuelle rupture dans la Communauté n'affecte trop gravement les relations bilatérales. Mais ce serait là une tâche très difficile.

DANIEL VERNET.

II. - QUE VEUT-ON EN POLOGNE ?

per MICHEL TATU

d'un nouveau prétexte pour les
soculer à la défensive : c'est en gros
la ligne de M. Reagan, et elle ne
manque pas de logique.

L'autre se veut plus « ajustée » au sort de la Pologne et de son peuple, elle cherche à obtenir des améliorations graduelles dans le cadre des limitations imposées par la géopolitique. C'est celle de M. Schmidt — bien que le chancelier ouest-allemand, pour se rapprocher de son allié français, durcisse le ton dans le « télégramme adressé à Paris le 25 février » — et tout cela, M. Weber reconnaît la direction du S.P.D. pour le chancelier allemand notamment, comme il l'a dit au *Guardian*, le choix en Pologne n'est pas entre la démocratie et la dictature, mais entre la « res-

Sur le plan pratique, le gouvernement français a quelques bonnes raisons. Il y a beaucoup d'hyposcrite dans l'agitation occidentale autour de la Pologne, y compris chez M. Reagan qui, comme le relève François Puaux, ancien directeur politique du Quai d'Orsay, a soigneusement évité de prendre les quatre sanctions qui auraient eu une réelle importance : l'embargo sur les ventes de blé, la proclamation de la Pologne en état de cessation de paiements, le retrait de la conférence de Madrid et l'arrêt des courriers de Gdansk sur les aéro-

Ajoutons-y, sans pour autant les justifier, l'impossibilité constatée depuis longtemps de coordonner sérieusement entre pays occidentaux les politiques économiques vis-à-vis de l'Est et la dépendance dans laquelle chute le monde vis-à-vis

Je pense que j'en ai plus vu Moscou le général Janusz et ses collègues de la Junte militaire. Sans doute ceux-ci sont-ils communistes et déjà très fortement « soviétisés ». Mais ils ne sont certainement pas des nationalistes, car presque tous les Polonais le pensaient il y a encore quelques années. De toute manière, ils ont plus de chances de rester (ou de le faire) que les dirigeants communistes. C'est des Soviétiques qui se sont le plus impliqués dans la Junte. C'est aussi eux qui auraient le plus de mal à accepter ce qu'il faudrait se préoccuper, autant que d'espérer voir le chef de la Junte au pouvoir à Varsovie obtenir ou imposer qu'il lui soit fait des quotidiennement d'annuler l'état de siège, de revenir à la situation d'entrepreneur, d'accords de réconciliation, de solidarité, de contrôle et de coopération avec M. Wałęsa.

Car l'avenir en Pologne sera commandé, à l'évidence, non pas par une très hypothétique capitulation du général Jarzelski devant ces exigences — une attitude qui aurait d'ailleurs toutes chances de provoquer une intervention soviétique, donc un mal encore plus grand, — mais par l'issue du combat déjà ouvert entre les partisans d'une ligne centriste et modérément réformatrice, d'une part, les revanchards de l'apocryphe conservateur d'autre part.

Tous les régimes communistes ont maintenant leur « droite » : des hommes qui ne croient pas plus que les autres, et même plutôt moins, aux idéaux « socialistes », mais qui raisonnent uniquement en termes d'autorité et de maintien de leurs privilèges. Des « réactionnaires » au sens propre du terme, qui s'appuient exclusivement sur l'appareil répressif

comptes avec les libéraux de toutes sortes — sans parler des antisémites ou semi-fascistes nombreux dans leurs rangs.

Or, comme on l'a vu notamment en Tchécoslovaquie, une « normalisation » réussie au sens soviétique du terme est celle qui donne la victoire à ces gens-là. Le cas « hongrois » ne saurait prendre valeur universelle : la Hongrie a eu la chance d'avoir non seulement un Kadar, qui a su dès le début écarter ce type de revanchards, mais aussi, à Moscou, un Khrushchov, qui cherchait sincèrement à réformer le système et à éliminer les stalinistes. On ne saurait en dire autant du Brejnev de 1982...

Encore une fois, il ne saurait être question de blanchir le général Jaruzelski ni d'aider activement son régime, qui reste l'un des plus répressifs en Europe de l'Est. Il s'agit plutôt de sauvegarder les possibilités de son évolution dans un sens constructif, y compris cette évolution encore plus prometteuse qui serait la mise à l'écart de fait du parti et de son appareil. C'est à ce prix que quelque chose bougera, à terme, dans le climat européen.

Naturellement on peut rejeter tous ces calculs et hypothèses au nom de l'idéal et des droits de l'homme : proclamer, par exemple, que la démocratie doit régner tout de suite en Pologne comme en Amérique centrale. Ou encore, et très cyniquement cette fois, décider que l'Europe de l'Est est condamnée à un *yo-yo* sans fin de soulèvements anarchiques et de répression, l'Amérique centrale à une cure de marxisme-léninisme.

Aussi bien le risque est de voir Moscou se distancer, dans quelques mois, du général Jaruzelski, l'esteron de la Pologne, qui a jusqu'ici conformation « modeste Husak » issu de l'appareil du parti et décidé à transformer la normalisation en restauration. La pression sera d'autant plus forte en ce sens que l' « option militaire », à laquelle on a eu recours sous la nécessité, est considérée comme dangereuse à terme dans les milieux du parti et du gouvernement. Il faut déclarer devant non comités centraux que le parti doit rester la « force dirigeante » et qu'il n'y aura pas de « socialisme sans le parti », le rôle nouveau qu'il a assigné à l'armée est de nature à faire naître un peu trop d'arrière-pensées sous les képis, non seulement en Pologne, mais dans les autres pays du bloc soviétique.

● **M. Fei Yiming**, directeur du quotidien de Hongkong *Ta Kung Bao*, a reçu, vendredi 12 mars, des mains du consul de France les insignes de chevalier de la Légion d'honneur. M. Fei a travaillé jusqu'en 1940 comme traducteur au bureau d. Shanghai de l'agence Havas, devenue après la guerre l'agence France-Presse. Nommé en 1948 directeur du *Ta Kung Bao*, il a d'autre part été élu en 1963 à l'Assemblée nationale de la République populaire

● **M. Fei Yiming**, directeur du quotidien de Hongkong *Ta Kung Bao*, a reçu, vendredi 12 mars, des mains du consul de France les insignes de chevalier de la Légion d'honneur. M. Fei a travaillé jusqu'en 1940 comme traducteur au bureau d. Shanghai de l'agence Havas, devenue après la guerre l'agence France-Presse. Nommé en 1948 directeur du *Ta Kung Bao*, il a d'autre part été élu en 1963 à l'Assemblée nationale de la République populaire

La session de la commission
de l'ONU a présenté un
que les pré-

A travers le monde

iron

Polymers

Technet

Yipster -

DIPLOMATIE

La session de la commission des droits de l'homme de l'ONU a présenté un bilan mieux équilibré que les précédents

De notre correspondant

Genève. — La trente-huitième session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, ouverte le 1^{er} février, tout en consacrant une bonne partie de son temps aux habituels réquisitoires contre Israël et l'Afrique du Sud, a été la plus fructueuse de toutes celles que le Palais des Nations a connues. Le mérite en revient sans aucun doute au directeur de la division des droits de l'homme, M. van Boven, qui, dès son discours d'ouverture, a insisté sur l'aspect de la liberté dans cette assemblée, rappelant qu'il devait payer cher son courage puisque le nouveau secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, jugeait qu'il faisait « des déclarations qui ne sont pas compatibles avec son statut de fonctionnaire international », l'a illogé (le Monde du 12 février).

La deuxième fait marquant de cette session, qui s'est achevée vendredi 12 mars, est d'avoir brisé le mur de silence qui protégeait traditionnellement les pays de l'Est. Pour la première fois, la commission a examiné au grand jour les violations des libertés fondamentales dans l'un d'eux.

Au dernier moment, le chef de la délégation soviétique, M. Zorine — qui fut le bras droit du procureur Vichniak, — faisant preuve d'un humour involontaire, proposa, en vain, un amendement visant à remplacer le mot « Pologne » par « pays et territoires coloniaux et dépendants ».

A travers le monde

Iran

● L'AYATOLLAH MOHAMED REZA MAHAJARI KANI, qui fut premier ministre du septembre-octobre 1981, a été nommé vendredi 12 mars membre du conseil de surveillance de la Constitution par décret de l'imam Khomeiny. — (A.F.P.)

● DEUX ADOPTEES DE LA RELIGION BAHAÏE, MM. Roussignol et Kherzad, ont été exécutés « pour des raisons religieuses » respectivement les 26 et 28 février, l'un à Téhéran et l'autre à Babol, près de la mer Caspienne, selon des informations parvenues au bureau bahaï de France.

Pologne

● DES MANŒUVRES MILITAIRES DU PACIFISME VARSOVIE ont commencé ce samedi 13 mars en Pologne, comme il avait été annoncé. Des unités soviétiques, des allemandes et polonaises participent à ces exercices, qui ont lieu trois mois après l'instauration de la loi martiale. — (Reuters)

Tchad

● KASSIRE DELWA-KOUMAKOYE, MINISTRE DE LA JUSTICE DU GOUVERNEMENT d'union nationale de transition (GUNT), dirigé par le rassemblement national démocratique et populaire (RNDP), parti créé en février, a tenu vendredi 12 mars, une conférence de presse à Paris. Après avoir appelé les partisans de M. Hissène Habré à « déposer les armes » pour que « le dialogue soit possible », il a catégoriquement démenti l'arrestation massive de NDIJEMENA de partisans de M. Habré (le Monde du 10 février), précisant que les personnes détenues à la maison d'arrêt de la capitale tchadienne sont des Tchadiens récemment expulsés d'Arabie Saoudite, pays où ils étaient considérés comme délinquants. Le ministre de la justice s'est enfin prononcé en faveur d'« un Tchad unit, instable, mais à la décentralisation et reconnaissant les entités régionales ».

Vietnam

● APRÈS LA CAPTURE D'UN BATEAU VIETNAMIEN par la Chine à proximité des îles Paracels (le Monde du 12 mars), le Vietnam a « certifié » vendredi 12 mars, la restitution du bâtiment et de son équipage. L'agence vietnamienne de presse dément d'ailleurs les informations diffusées à Pékin selon lesquelles il s'agissait d'un bateau de pêche. Rappelons que les îles Paracels sont occupées par la Chine mais sont revendiquées par le Vietnam. — (A.F.P.)

ASIE

Chine

D'importants obstacles demeurent sur la voie d'un rapprochement avec Moscou

M. Holdridge, selon lesquelles il n'était pas question d'interrompre ces ventes. Certains signes positifs apparaissent, en revanche, dans les relations entre la Chine et l'U.R.S.S. On apprend, en particulier, qu'une délégation d'économistes de l'Académie des sciences sociales de Chine séjourne à Moscou pour y étudier divers aspects de l'économie soviétique. En dépit, toutefois, d'un léger changement de climat entre les deux pays, notre correspondant à Pékin indique que d'importants obstacles se dressent sur la voie d'un véritable rapprochement entre Pékin et Moscou.

De notre correspondant

Un porte-parole officiel chinois a de nouveau mis en garde, samedi 13 mars, contre les « graves conséquences » qu'entraînerait, pour les relations sino-américaines, la poursuite des ventes de matériel militaire par les Etats-Unis au régime de Taïwan. Il répliquait aux déclarations du secrétaire d'Etat adjoint américain,

Pékin. — On n'exclut plus dans les milieux diplomatiques de Pékin que la Chine et l'Union soviétique parviennent, cette année, à améliorer sensiblement leurs relations d'Etat à Etat. On ne voit pas, en revanche, apparaître ici une évolution des positions respectives telle qu'elle puisse conduire à un changement fondamental dans les rapports de parti à parti ou dans la stratégie internationale des deux puissances.

La manifestation la plus visible d'un certain changement de climat pourrait être fournie par la reprise d'un dialogue entre les négociateurs sur les frontières. Pour la deuxième fois en quelques mois, les Soviétiques ont fait au début de février une offre en ce sens. Pékin se contente, pour le moment, de faire savoir que cette proposition est à l'étude. Sans rejeter la précédente ouverture de Moscou à ce sujet au mois d'octobre, le gouvernement chinois ne lui avait pas donné suite en arguant que si de tels pourparlers s'engageaient, il convenait de « s'y préparer de façon adéquate ». Depuis lors, M. Li Xianlan, l'un des vice-présidents du parti, auquel un rôle de premier plan semble dévolu dans la conception de la politique étrangère, a confirmé que Pékin n'avait pas de véritables objections de fond envers une telle négociation (le Monde du 17 février). Selon lui, toutefois, ces conversations ne devraient pas se limiter à aborder le différend frontalier, mais devraient s'étendre à d'autres questions telles que la présence de troupes soviétiques en Afghanistan, et vietnamiennes au Cambodge.

La réouverture éventuelle de ces pourparlers, après deux ans d'interruption, devrait-elle être considérée comme le signal d'un important changement qualitatif dans les relations entre les deux pays ? On peut, à ce propos, être réservé et cela pour au moins deux raisons. La première est que à supposer que ces discussions reprennent, chacun sait qu'elles seront de longue haleine. Les premières « consultations amicales » fin de délimiter avec précision la frontière dans certains secteurs ne remonteront-elles pas au mois de février 1984 ? Et les véritables négociations sur ce dossier n'ont-elles pas commencé en octobre 1980, il y a donc plus de deux ans ? Un bel exemple de « marathon » diplomatique.

Une politique de petits pas

En second lieu, le fait de reprendre langue ne mettrait pas les interlocuteurs à l'abri d'une nouvelle rupture. L'exemple des échanges de vues menés en 1978-1979, dans un cadre, il est vrai, plus vaste, est là pour le démontrer. Il n'en reste pas moins que les données géographiques, économiques, militaires invitent la République populaire à ne pas systématiquement

rester la recherche d'un mode vivant avec son voisin, surtout lorsque, comme cela paraît être le cas présentement, c'est ce dernier qui se met en position de demandeur. Ces données ne datent pas d'aujourd'hui et les Chinois devront s'en accommoder pendant encore fort longtemps. Aussi ne faut-il pas trop s'étonner que M. Li Xianlan ait déclaré dans son interview du début de l'année : « Pourquoi ne pas accepter favorablement l'idée d'une normalisation ? Nous avons toujours plaidé en faveur d'une normalisation. (...) Nous sommes pour une normalisation avec tous les pays sur la base des cinq principes de la coexistence pacifique ». Lin Biao, lui-même, ne déclarait-il pas à la tribune du neuvième congrès du P.C.C., en 1969, que la Chine a toujours voulu régler par la diplomatie les problèmes frontaliers ?

Même obérées par les incertitudes découlant des sentiments complexes qui habitent le couple russo-chinois, des conversations entre les deux capitales contribueraient cependant à stabiliser des rapports qu'aucune trêve partielle, sur un strict plan bilatéral, n'apporte depuis déjà quelque temps. Sur cette toile de fond, une politique de petits pas concrets pourrait être pratiquée qui permettrait d'enrichir sensiblement la substance des relations dans certains domaines. Ainsi indique-t-on, tant de source chinoise que soviétique, que les deux gouvernements songeraient à procéder de nouveau à des échanges d'étudiants, voire d'experts dans le domaine économique. Depuis peu, l'Université de Pékin offre des possibilités plus grandes pour la spécialisation dans l'étude de l'économie soviétique.

En matière commerciale, le protocole annuel, dont la signature devrait intervenir prochainement, se caractérise sans doute, à l'instar de ceux conclus récemment avec la Pologne et la Tchécoslovaquie, par une augmentation du volume des échanges, lesquels, il est vrai, sont tombés bien bas (environ 200 millions de dollars contre 5,5 milliards de dollars pour le commerce sino-américain) et plus de 10 milliards entre la Chine et le Japon). La signature, au début de février, d'un accord qui officialise le transit des exportations chinoises vers l'Europe de l'Est en utilisant le réseau ferré soviétique témoigne également d'une certaine volonté d'entente, d'autant qu'une partie des exportations chinoises pourra être effectuée par conteneur.

Il convient de ne pas exagérer l'importance de ces petits signes. Le volume du commerce entre les deux pays de cette dimension est si ridiculement modeste que même une forte progression, de moitié par exemple, ne devrait pas faire conclure à une nouvelle lune de miel. Mais on serait assurément en droit de parler d'un réchauffement. Quant à savoir si un tel dégel pourrait être suivi de soulèvements plus significatifs, voire de nouvelles embassades, bien malin serait celui qui pourrait le dire. Le mieux, sans doute, est d'essayer d'établir une liste sommaire des facteurs favorables et défavorables à un rapprochement et de laisser faire l'histoire.

dro opposition. Aucune remise en cause n'est tolérée, la révolution culturelle, manipulée au plus haut niveau, n'ayant abouti en Chine, comme chacun sait, qu'à supplanter, temporairement, une fraction de la bureaucratie par une autre.

Les dirigeants chinois ont déployé davantage d'efforts pour innover dans le domaine économique. Les expériences les plus diverses ont été tentées, du « grand bond en avant » aux tentatives de décentralisation de ces dernières années. Les systèmes yougoslave et hongrois ont été étudiés à la loupe. Mais tout se passe aujourd'hui — et des interlocuteurs chinois le confirment — comme si ces modèles avaient été rejetés, pour tout ou partie, et comme si un intérêt nouveau était porté au modèle soviétique. A cet égard, la crise polonaise, sans doute l'événement extérieur le plus important en 1981 pour la direction chinoise, a créé une sorte de conjonction objective des positions de Moscou et de Pékin. Visiblement rassuré par l'insuccès de la loi martiale à Varsovie, le P.C. chinois a pu constater ce qu'il en coûtait de remettre brutalement en cause un système, dont on connaît certes les imperfections, mais dont on sait aussi que son effondrement entraînerait celui du parti et par conséquent la perte du pouvoir.

De telles similitudes créent des bases pour une compréhension mutuelle. A cela s'ajoute, de façon plus immédiate, le fait qu'aux yeux de Pékin, la position internationale de Moscou a pu s'affaiblir ces dernières années. L'Afghanistan, le Cambodge, l'Aide au Vietnam et au Laos, le rôle représentatif des charges très lourdes pour l'économie soviétique et modèrent sans doute l'agressivité de l'U.R.S.S. sur d'autres fronts. Ce qui peut favoriser un rapprochement avec la Chine surtout à un moment où les relations de cette dernière avec les Etats-Unis traversent une passe difficile.

« L'hégémonie soviétique »

La colonne des facteurs négatifs, toutefois, n'est pas moins fournie. La querelle idéologique des années 60, le choc entre les deux partis, les tonnerres d'injures déversées de part et d'autre ont laissé des blessures profondes dans les cœurs et dans les esprits. Ces plaies ne sont pas cicatrisées. Si une conciliation doit intervenir un jour, elle ne pourra être que très lente. Que cette brouille ait pu naître sur

le terrain d'oppositions nationales ancestrales ne fait qu'ajouter un élément de méfiance entre les deux peuples. Une frontière commune de plus de quatre mille kilomètres exige, certes, si l'on ne veut pas passer son temps à s'écrier, à un certain respect mutuel. Mais ce peut être aussi, le cas échéant, une source facile de frictions, de contestations, voire de conflits. En demandant l'annexion de tous les « traités inégaux » et accords frontaliers du dix-neuvième siècle, la Chine remet en cause implicitement l'appartenance d'un million et demi de kilomètres carrés de territoire aujourd'hui soviétique. M. Li Xianlan a beau dire que la controverse ne porterait finalement que sur quatre-vingts à quatre-vingt-dix mille kilomètres carrés, on voit mal les Soviétiques accepter l'argumentation juridique de Pékin.

De la question frontalière à la polémique sur l'hégémonie, le social-imperialisme et le chauvinisme de grande puissance, il n'y a qu'un pas. Or, il est tout aussi patent qu'à ce sujet on ne voit guère apparaître à l'horizon une modification des positions respectives. M. Wang Bingnan, l'un des diplomates chinois les plus expérimentés, déclarait encore le 23 février, en visite au Pakistan : « Les relations sino-soviétiques ne pouvant pas s'améliorer tant que l'Union soviétique ne renoncera pas à sa politique hégémonique et ne retirera pas ses troupes d'Afghanistan ».

Toujours soucieuse de ce qui se passe aux marches de son empire, la Chine, déjà obligée de faire face au nord à la menace de quelques cinquante divisions russes, ne peut que s'inquiéter de la présence de l'armée rouge sur son flanc sud-ouest et du renforcement de l'influence militaire de Moscou au sud de son territoire (Vietnam, Cambodge). Cette prise en tantisme la met dans une position insupportable et la pousse nécessairement à modérer son propre potentiel militaire. Dans ces conditions, le voisin du nord est davantage perçu comme un éventuel agresseur que comme un ami potentiel. M. Deng Xiaoping n'évoquait-il pas récemment la possibilité d'une attaque soviétique disant qu'en pareil cas la population chinoise se réveillerait au sud du fleuve Jaune et continuerait la lutte ? Tel est sans doute un état d'esprit fort répandu parmi les dirigeants chinois, même si pour des raisons compréhensibles certains d'entre eux doivent ressentir le besoin, voire le désir de parvenir un jour à un accommodement avec Moscou.

MANUEL LUCBERT.

AMÉRIQUES

Suriname

Le lieutenant-colonel Bouterse a malé la tentative de rébellion militaire

Des informations en provenance de la Guyane voisine et de l'ancienne métropole hollandaise confirment, ce samedi 13 mars, les déclarations du commandement militaire du Suriname, selon lesquelles la tentative de soulèvement d'une partie de l'armée contre le régime du lieutenant-colonel Bouterse avait échoué. Selon des données concordantes fournies par les agences de presse, le chef des rebelles, le lieutenant Rimbocus, a abandonné vendredi la caserne de Memre Boekoe, dont il s'était emparé la veille, laissant derrière lui soixante-dix hommes, qui se sont rendus aux troupes fidèles au chef de l'armée.

Le lieutenant Rimbocus, qui entendait « sauver le Suriname du communisme » et y « restaurer la démocratie », s'est enfui de la capitale, Paramaribo, dans un véhicule militaire, en direction de l'arrière-pays. Son second, le sergent-chef, Wilfred Hawker, capturé et blessé lors d'un premier assaut contre la caserne Memre Boekoe, avait lancé un appel à la reddition de ses camarades et fait allégeance au lieutenant-colonel Bouterse, « notre seul leader ».

Les troupes loyalistes s'étaient, dès l'annonce du soulèvement du

lieutenant Rimbocus, le jeudi 11, concentrées dans la Fort Zeelandia. C'est de cette forteresse du dix-septième siècle, qui domine Paramaribo, qu'elles étaient parties à la reconquête de la caserne de Memre Boekoe, siège du quartier général de l'armée.

Les estimations varient sur le nombre des victimes de ce nouvel épisode tumultueux de la vie publique de la jeune République néerlandophone d'Amérique du Sud : il y aurait de douze à cinquante morts, pour la plupart des militaires.

Le lieutenant-colonel Bouterse a pris le pouvoir à l'occasion d'un coup d'Etat militaire, renversant, le 25 février 1980, le régime parlementaire en vigueur depuis l'indépendance de l'ancienne Guyane hollandaise, en 1975. Il a longtemps hérité sur l'orientation à donner à la politique du Suriname (le Monde du 13 mars). Depuis l'été 1981, le régime a pris un tour assez radical. Un front révolutionnaire, regroupant des syndicats et organisations populaires, a été récemment créé. En matière internationale, la « révolution des sergents » s'est considérablement rapprochée de Cuba.




LE NOUVEAU POUVOIR

Les 100 qui conduisent la France aujourd'hui

En vente partout, 384 pages

J.O. Latès

Le Monde

politique

LES ÉLECTIONS CANTONALES

La tension entre le pouvoir et le R.P.R.

(Suite de la première page.)

Si la tension est brusquement montée au cours d'une campagne électorale qui s'est surtout déroulée au niveau du canton, mais qui a donné lieu à quelques manifestations de portée nationale, c'est parce que la compétition cantonale s'oppose à un affrontement plus profond et plus sourd mis en relief par différents événements : l'affaire Lucet, les démissions du ministre de l'intérieur avec l'état-major de la police parisienne, les suites de l'affaire Francis, MM. Mauroy et Defferre y ajoutant la révélation au public des menaces du terroriste Carlos qui ne fait, elle aussi, l'objet de suites.

L'alternance au pouvoir s'était opérée après le 10 mai dans le calme et le respect de la légalité républicaine. La nouvelle majorité ne s'était pas laissée aller à des débordements provocateurs et l'opposition n'avait pas cherché une revanche dans l'agitation. L'épreuve de force a surgi, à l'automne, lors des débats sur les réformes touchant le changement et par le biais d'autres causes, les organisations syndicales et professionnelles (C.N.P.F., F.N.S.E.A., F.O., C.G.T., C.F.D.T.) mais pas seulement elles. C'est que le changement politique ne se limite pas à la conquête de la présidence de la République, du gouvernement et de la majorité parlementaire : il y a dans l'appareil d'Etat, dans les situations acquises, dans l'administration ou l'économie, dans les modes de fonctionnement des institutions para-étatiques, bien d'autres positions de pouvoir à conquérir (ou à défendre).

L'opposition a vu dans l'étrange et dramatique issue du conflit de la Calais d'assurance-maladie de Marseille et du conflit qui l'a opposé M. Defferre à MM. Le Moullé et Leclerc les preuves de pressions

syndicales inadmissibles. Le gouvernement a analysé l'exploitation, selon lui abusive, de ces affaires et les suites qui ont été sur la place publique d'une part les conversations téléphoniques de Marcel Francisci et, d'autre part, les menaces de Carlos comme une tentative organisée de destabiliser le pouvoir. Il y a répliqué et, dans cette contre-offensive, le ministre de l'intérieur est allé assez loin pour être poursuivi en justice par ceux-là mêmes qui, selon lui, auraient protégé, non sans avantages, Marcel Francisci : MM. Chirac, Pons et Pasqua.

Le maire de Paris contre le ministre de l'intérieur ! Affrontement d'autant plus saugrenu qu'il se situe dans la modeste cadre des élections cantonales et qu'il oppose le dirigeant d'un parti avec lequel le président de la République n'entretrait pas de mauvaises relations et un ministre d'Etat choisi pour sa capacité à exercer des fonctions d'autorité.

Si ce n'est qu'un simple dérapage, il est regrettable, et peut-être regrettable de part et d'autre. M. Mauroy est plus mesuré que le ministre de l'intérieur en expliquant que le gouvernement se défend sans sortir du cadre de la loi, et M. Lecanuet, président de l'U.D.F., prend ses distances en se défendant d'utiliser les affaires scandaleuses pour destabiliser un régime menacé, selon lui, par son vice interne : l'alliance du P.S. et du P.C.F. C'est une offensive organisée, comme peuvent le laisser penser les déclarations écrites faites sur le même thème au *Nouvel Obser-*

vateur par M. Defferre, elle ne saurait s'arrêter là. D'ores et déjà, les modestes élections cantonales auront montré, comme révélateur spontané ou banc d'essai, combien il est difficile de contenir une épreuve de force qui se démultiplie à tous les niveaux et combien il est facile de débiter l'arrangement entre la majorité et l'opposition qui avait, jusque-là, accompagné l'alternance.

ANDRÉ LAURENS.

M. LECANUET : nous n'avons pas besoin d'utiliser les affaires scandaleuses.

M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., a déclaré, vendredi 12 mars, sur Europe 1 : « Le régime se destabillise en profondeur par l'opposition même qui est fait son cœur, par l'alliance entre le parti socialiste et le parti communiste. M. Mitterrand a refusé une expérience d'équilibre extrême, mais ce n'est que de l'équilibre. Par conséquent, il est dans une position instable et il entraîne même la France avec lui dans cette situation d'instabilité. (La France) va, dans l'incertitude, vers l'instabilité. Elle a regardé, presque avec surprise, l'élection de M. Mitterrand et l'accession d'une majorité socialiste et maintenant elle voit tous les manques, toutes les déceptions. Et nous n'avons pas besoin, parce que ce n'est pas moral et que c'est superflu, d'utiliser des affaires scandaleuses pour que l'élection politique se fasse d'elle-même. »

Respecter les mois

(Suite de la première page.)

Sauf pour la forme et par politesse, un ancien ministre des finances technocrate ne se passionne pas forcément pour ces vieilles gloires artistiques, assorties de tapageuses conquêtes territoriales. Il leur préfère, éventuellement, « les grandes évolutions économiques ». Dans ce cas, qu'il songe au vénérable John Maynard, né à Cambridge en 1858, l'année même où Hussier présente sa thèse sur la calcul des variations devant l'université de Vienne. Ajoutées l'une à l'autre, leurs deux existences dominent entre 1858 et 1946 les quatre-vingt-dix-sept ans où l'Europe éblouit ou régit l'univers par ses lettres, ses armes, ses mythes, ses techniques et ses capitaines.

Cette puissance formidable concentrée entre les Etats antagonistes les condamne peut-être à se combattre et à périr. 1914 les précipita dans une guerre intestine suffisamment contagieuse pour entraîner tous la planète à leur suite dans une catastrophe. Vaincue, humiliée, affaiblie par la perte de territoires stratégiques et celle d'un million naut cent mille hommes, la seule Allemagne gardait suffisamment de ressort pour se lancer, vingt ans après, dans un autre drame. Contre des ennemis formidables, elle tendra un front militaire étendu de Tripoli au cap Nord et du Finistère au Caucase. En 1945, elle ne succombera qu'à la coalition sans précédent des Américains et des Russes. Pour elle, pour ses adversaires français ou britanniques, le déclin ne date donc pas encore d'un demi-siècle.

Ces précisions n'entendent pas ensevelir M. Valéry Giscard d'Estaing sous une avalanche de noms, d'événements, de dates, ni dresser contre lui la confédération des culottes, ou la sainte-alliance des rats de bibliothèque. Elle se situe, au contraire, très scrupuleusement dans la logique de ses crises et de sa réflexion. La France et ses voisins ne regarderont pas leur impuissance actuelle du même oeil, s'ils la croient récente, ou déjà recuite dans la récidive. Dans la première hypothèse, le malheur peut sembler provisoire. Il prend, dans la seconde, l'aspect d'une fatalité peut-être sans remède.

surtout si elle s'étend sur les « cent dernières années ».

Naïve ou confiante, l'opinion prête à un ancien président le rare privilège d'en savoir davantage qu'elle, dans ces cas-là. Les grandes fonctions qu'il occupa garantissent, en théorie, de vastes connaissances. Impossible de se élever si haut sans en avoir beaucoup plus qu'un homme ordinaire ! Mais à Paris comme à Bonn, à Londres ou à Rome, les Européens constatent aussi d'abstrus qu'ils vivent et l'interprétation frivole ou fragmentaire qu'en donnent les hommes politiques, toutes tendances confondues.

En France, la nouvelle opposition ne défient d'ailleurs pas le monopole de l'Incongru. Quelques phrases fameuses, cueillies dans les trésors de l'éloquence socialiste, réunissent une belle anthologie du verbiage. Par ses mœurs de musicien, ses tapageuses publicités ou l'acte de paraitre, la gloire de pérorer sans vraies contradictions, l'emportant sur le sérieux d'une argumentation, la société de spectacle excite et stimule ces dévergondages. A quel prix ?

Ces millions de mots qu'elle lâche chaque matin au point du jour, le vent les emporte jusqu'au soir vers bien des têtes où ils établissent résidence. Là, tranquillement, ils bouillonnent, étourdissent, grignotent les vieilles certitudes, le vrai, le faux, jusqu'à l'instinct élémentaire du bien et du mal, sous forme de références vérifiables. Plus rien de ferme ni de sûr. La vraie décadence, la pire, commence par cette perversion du vocabulaire, la perte du sens et le gâchis du verbe. Quand la pensée ne passe plus qu'à travers de phrases creuses, chacun parle trois langues, montre quatre figures, et personne ne sait plus sur quelle grimace danser.

GILBERT COMTE.

● MM. René Rémond et Jérôme Jaffré, respectivement professeur à l'Institut d'études politiques de Paris et directeur des études politiques de la S.O.F.R.E.S., commenteront les résultats des élections cantonales dimanche soir 14 mars, le premier à Antenne 2, le second à France-Inter.

OUTRE-MER : prélude à une autre bataille

Les électeurs des départements d'outre-mer — du moins ceux de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion — ont failli ne pas participer à la consultation nationale. Ce n'est que le 9 janvier, en effet, que M. François Mitterrand, après un débat en conseil des ministres, a finalement décidé de ne pas donner suite au projet du secrétariat d'Etat aux DOM-TOM visant à reporter les élections cantonales jusqu'à l'application dans les DOM d'un régime particulier de décentralisation.

Ce projet avait provoqué de vives réactions parmi les élus locaux de l'opposition qui y voyaient une entorse inacceptable au statut départemental des quatre régions concernées.

Outre-mer, l'électorat se révèle toujours très sensible aux évolutions politiques qui surviennent en métropole, et cette sensibilité se traduit parfois par des renversements de situation très spectaculaires. Il en a été ainsi au printemps dernier, quand la gauche est devenue majoritaire en Guyane, dans les cinq départements, et que les élections législatives du mois de juin, alors que six semaines auparavant, au second tour de l'élection présidentielle, M. Giscard d'Estaing avait recueilli 71,69 % de suffrages exprimés, contre 28,31 % pour M. François Mitterrand.

Bien que son implantation locale soit en général peu consistante, le P.S. peut donc espérer bénéficier du réflexe législatif traditionnel de l'électorat, alors qu'il a obtenu jusqu'à présent, dans sept conseils généraux (quatre en Guadeloupe, deux en Martinique, un à la Réunion) sur cent vingt-quatre.

Sa progression probable sera contrariée, toutefois, par l'exis-

tence des autres formations de gauche, dont les positions et les actions se caractérisent par un constant particularisme à l'égard des partis de la gauche métropolitaine.

A la Réunion, notamment, le principal obstacle à l'accession au pouvoir de l'audace socialiste réside dans la force et l'organisation du parti communiste réunionnais (P.C.R., autonomiste), dont le leader est M. Paul Vergès, maire du Port, membre du groupe communiste de l'Assemblée des communautés européennes (le Monde du 9 mars). Dans ce département, l'opposition, qui défend actuellement trente sièges sur trente-six, paraît à l'abri d'un renversement.

C'est en Guadeloupe que le rapport de forces est le plus serré. Fort-drapeau du parti communiste guadeloupéen (P.C.G., autonomiste) depuis son élection, en juin, à l'Assemblée nationale, le député Ernest Moussouris se présente contre le président de l'Assemblée sortante, M. Lucien Bernier (U.D.F.), leader du courant départementaliste, maire de

Saint-François, où un socialiste et un représentant du P.S. sont également candidats. Le résultat de cette bataille à quatre sera révélateur de l'état d'esprit des électeurs du département. Le parti socialiste, M. Frédéric Jallot, devrait conserver son siège (Abymes-1), que tentent de lui ravir un candidat R.P.R. et un militant du P.C.G. Il faudrait toutefois que la poussée de l'ensemble de la gauche soit, au moins, aussi forte qu'en juin pour que la nouvelle majorité nationale entière à l'opposition le contrôle de l'Assemblée départementale.

Ce sera encore plus difficile, pour elle, à la Martinique, où le président du conseil sortant, M. Emile Maurice (R.P.R.), auquel s'opposent deux candidats de gauche dont un socialiste, paraît moins menacé que son homologue guadeloupéen. Principal soutien local de la politique gouvernementale, le parti progressiste martiniquais (P.P.M., autonomiste), que dirige M. Aimé Césaire, député apparenté socialiste, chargé par le secrétariat d'Etat aux DOM-TOM d'une mission sur les problèmes culturels de l'outre-mer, ne présente pas de candidat contre M. Maurice. Wad-Jouhn, conseiller socialiste sortant du canton du François. Echange de politesses, la fédération socialiste ne met personne en concurrence avec les deux conseillers sortants du P.P.M. Le parti communiste martiniquais (P.C.M., autonomiste) fait, en revanche, cavalier seul partout. Parmi les conseillers sortants de la majorité, seul M. Victor Charrier (U.D.F.), maire du Marin, semble en difficulté, dans la mesure où son principal adversaire, M. Rodolphe Désiré (div. G.), a reçu, bien que n'appartenant pas au P.S., un appui tacite soutien de la part de MM. Gaston Defferre et Henri Emmanuelli lors de leur visite dans l'île, en février.

En Guyane, le parti socialiste guyanais (P.S.G., autonomiste) et ses alliés, qui ne disposent de la majorité au conseil général sortant que grâce à la voix prépondérante du président, M. Elie Gaston, député apparenté socialiste (la gauche et la droite détiennent chacune huit sièges), espèrent établir leur autorité sur une base moins aléatoire.

Mais dans les DOM, les réélections auront, surtout, une valeur indicative puisque le projet de loi traitant de l'institution en 1983, dans chacun de ces départements, d'une assemblée unique élus à la proportionnelle. Le scrutin cantonal n'y constitue, en effet, qu'un prélude à une bataille politique qui sera autrement plus intense. — A. R.

DANS LES HAUTS-DE-SEINE

Plusieurs candidatures communistes seraient entachées d'irrégularités

Avant même le jour du scrutin, le tribunal administratif de Paris a eu à se préoccuper des élections cantonales dans les Hauts-de-Seine. Pour assurer à ses candidats le respect de la loi, le tribunal a-t-il déclaré, est-ce vraiment un ? — du genre numéro un, le parti communiste avait confié à l'un de ses militants le soin de déposer à la préfecture de Nanterre, dès l'ouverture du registre d'inscription, le 18 février à 9 heures, ses vingt et une candidatures. Pour cela, ce militant était muni des vingt et une déclarations de candidature, dûment signées par les candidats. Il lui fallait, aussi, des mandats paraphés par ces mêmes candidats. Ceux dont il disposait étaient-ils valables ?

Un électeur de Courbevoie, M. Jean-Pierre Tatin, en doute. Aussi, le 4 mars, dans une requête au tribunal administratif, il a demandé que soit constaté le fait que tous les mandats avaient été signés. Statuant en référé le 10 mars, le tribunal a ordonné ce constat et, à la suite d'une requête de M. Guy Schmaus, sénateur (P.C.), candidat à Chilly, il a étendu aux conditions de dépôt de candidature de tous ceux qui sollicitent les suffrages dans les vingt et un cantons renouvelables du département.

M. Menah, conseiller au tribunal administratif, a procédé à ce constat, le 11 mars, à la préfecture de Nanterre, après en avoir averti tous les candidats. Son rapport n'est pas encore rédigé, mais d'ores et déjà, il semble bien que, dans une quinzaine de cantons, les candidats communistes n'auraient pas paraphé eux-mêmes les mandats autorisant un autre qu'eux à déposer leur candidature. Le tribunal ne peut pas, pour ainsi dire, se prononcer avant le scrutin. Le constat ainsi établi ne servira qu'à éclairer les juges administratifs, au cas où une ou plusieurs élections seraient contestées devant eux. Les conditions du dépôt de candidature pourraient être alors, un des éléments d'appréciation de la validité du résultat électoral. Or, dans les Hauts-de-Seine, plusieurs cantons pourraient se jouer à quelques écarts de voix. De son côté, la fédération communiste affirme que ces candi-

datures « ont été déposées conformément à la loi à la préfecture des Hauts-de-Seine et enregistrées comme telles par le préfet du département ». M. Pierre Soltau, conseiller secrétaire fédéral, nous a déclaré que tous les candidats de son parti « ont attesté avoir bien donné mandat au militant chargé de déposer leur candidature en leur nom ».

T. B.

A Rouen

LE P.S.U. DÉNONCE UN « NETTOYAGE POLITIQUE »

(De notre correspondant.)

Rouen. — La fédération de la Seine-Maritime du P.S.U. a dénoncé, vendredi 12 mars, dans un communiqué, un « nettoyage politique » dans le quartier de la Grand-Mare, situé dans le septième canton (nouveau) de Rouen où l'on vote dimanche. A la suite d'un incendie ayant provoqué le mort de deux personnes, en mai dernier, dans un groupe d'I.L.M., mille cinq cents logements avaient été évacués. L'office public d'I.L.M. de la ville de Rouen devant procéder à des travaux de sécurité. Parmi les personnes déplacées, trois cents électeurs ont été rayés d'office des listes électorales du septième canton sans en avoir été informés.

Le P.S.U. souligne que, après la réhabilitation des logements, les habitants évacués habiteront de nouveau à la Grand-Mare. « On veut les empêcher, affirme-t-il, d'exprimer leur opinion sur la politique de l'office public d'I.L.M. de Rouen » dont le président est Mme Jeanette Bonvoisin, adjoint au maire, M. Jean Lecanuet, et candidate (U.D.F.) dans ce canton. Sont également candidats, dans ce canton, M. Michel Bérégovoy, député (P.S.), M. Claude Laine (P.C.), et M. Maurice Deliquaire (P.S.U.), animateur du comité de défense des locataires de la Grand-Mare. — E. R.

PRINTEMPS 1982

Les Bahamas



BALLY

PRINTEMPS 1982

Leggerissimo



BALLY

51^e salon arts ménagers 82 du mercredi 10 au lundi 15 mars C.N.I.T. - Paris-La Défense

ATTENTION ! LUNDI 15, DERNIER JOUR

● Une vingtaine de personnes ont manifesté contre l'activité des sectes, vendredi 12 mars, devant le palais de justice à Paris. Des parents d'enfants « endoctrinés » par des sectes, des professeurs et des élèves d'un collège de Surresnes où Mlle Claire Chateau, membre de la « secte Moon » récemment enlevée par ses parents, avait fait une partie de ses études, se sont réunis sous une banderole dénonçant les « manipulations mentales ».

LES POURSUITES CONTRE UN JOURNALISTE DE «LIBÉRATION»

Une affaire toute simple en apparence que la seizième chambre aurait dû, ordinairement, juger en une demi-heure. Mais ici, le procureur général, le juge national n'a plus l'avantage des armes intellectuelles. Il ne détient plus que le langage technique du code. La recherche de la vérité est abandonnée à la plaidoirie, au point même que le procès illustrera deux vérités, au point qu'il tracera deux conceptions du droit. Monsieur Génés avait le droit de ne pas dire la vérité, mais le journaliste est une drogue. Il ne se trompe pas sur les priorités. Il sait que le hachischi ou la cocaïne sont plus sûrs que la vérité. Les juges ont le droit de ne pas dire la vérité. Les journalistes ont le droit de dire la vérité.

Des propos de journalistes, de gens convenables pour mettre le tribunal de son côté. Il y aura le plaidoyer de maître Henri Leclerc qui sera d'ailleurs intéressant, les questions et les légèretés mœuses de l'enquête policière. « On a voulu nuire à Jean-Paul Génés », dit-il, « on a choisi de dire la vérité », propose-t-il comme preuves : acclamations d'avocat. Mais tout cela aurait-il ébranlé la conviction du tribunal, les certitudes du procureur général ? N'y a-t-il pas, au contraire, un « faïenceur de présomptions ». Lui-même avoue qu'il a consommé de la cocaïne.

La tribune du journaliste prou-
d'homme.

Les policiers protègent le sa-
gué. On fit appel au SAMU pour
le grand-père légèrement blessé
dans l'échauffourée. La foule
l'applaudissait quand il sortit du
palais. Le parquet n'a pas or-
donné contre lui de poursuites
par mesure d'apaisement, car
dehors la foule, en manque de
guillotine, criait : « A mort ! »

Ces médecins enfreignent l'Article R 5203 du code de la santé publique qui dispose : « A l'égard des soins de santé, les médecins traitants et les spécialistes sont tenus de respecter les ordonnances et prescriptions, pour une période supérieure à sept jours, des substances du tableau par jour à l'une de ses jeunes patientes ; établissant des ordonnances tantôt au nom du frère et tantôt à celui de la mère ; ou tout même, qui a prétendu avoir consulté le gynécologue avec une autre spécialiste ».

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

Après l'inculpation de deux d'entre eux, faisant suite au suicide d'un détenu (*le Monde* des 12 et 13 mars), les internes des hôpitaux de Nice ont lancé une campagne de grève totale et silencieuse à partir du mercredi 17 mars.

Les deux internes avaient été inculpés de non-assistance à personne en danger, par un juge d'instruction au tribunal de Nice et écroués à la maison d'arrêt. Ils ont été mis en liberté vendredi 19 mars, après une intervention trop tardive, auprès du détenu, qui devait décider peu de temps après.

Après l'écrouement des inculpations, les internes de Nice ont décidé d'organiser lundi une manifestation. Ils veulent porter le message des 20 et 21 mars, soulignant les internes qui se sentira à Toulouse les 20 et 21 mars.

Dans l'enseignement supérieur
UN DÉCRET ANNULE CERTAINES
OBLIGATIONS DE SERVICE
POUR LES ASSISTANTS NON-
TITULAIRES ET LES VACA-
TAIRES.

Un décret, paru au *Journal officiel* du mercredi 10 mars, modifie les conditions de recrutement et d'emploi des assistants non titulaires de l'enseignement supérieur. Il supprime quelques dispositions prises en 1978 par Mme Alain Savary, ministre de l'Éducation nationale (connu sous le nom de décret du 20 septembre), qui limitait le nombre d'heures supplémentaires assurées par des assistants et des vacataires non titulaires.

Les mesures prises par M. Alain Savary annulent l'obligation de l'État de recruter des assistants. Ayant exercé depuis plus de cinq ans d'assurer un service «plein». Elles suppriment aussi la notion de limitation des heures complémentaires, qui affectait les vacataires et les assistants.

L'abrogation du décret du 20 septembre 1978 a des conséquences pour les ayants droit d'enseignants depuis de nombreuses années. Depuis le mois de juin 1961, M. Savary avait promis de recruter des assistants à temps plein, après de longs mois d'attente pour les personnels concernés, ne supplantant que quelques centaines de vacataires, en septembre. On peut se demander si elles suffiront à calmer le mécontentement des assistants non titulaires et des vacataires qui, par leur participation d'associations professionnelles, ont annoncé des actions de grèves et de manifestations pour la semaine du 15 au 23 mars.

Le décret du 10 mars prévoit que les assistants (ANA), qui appela, d'autre part, à son rassemblement, le jeudi 15 mars, devant le ministère de l'Éducation nationale, acte de protestation, ont obtenu la reconnaissance automatique de tous les enseignants du supérieur actuellement en poste. Une centaine d'enseignants vacataires des universités ont obtenu, le 12 mars, le décret du 12 mars, devant le ministère, à Paris, à l'appel de l'association nationale des enseignants vacataires de l'enseignement supérieur (ANVES). Et s'agissait de la lecture de la loi de 1978, qui reconnaît les assistants dans le corps des assistants.

Mende. — Une expérience pédagogique unique en France est menée actuellement dans l'enseignement public à Mende (Lozère) : une école de tir accueilla, chaque semaine, des enfants instables aux prises avec de sérieuses difficultés d'adaptation.

« Conifer des armes à des posses qui ont des promesses et les faire tirer à la carabine, cela paraissait aberrant et dangereux. Lorsque l'expérience commença, les gens se mirent à tirer pour des inconnus. » M. Fernandez Langier, président du comité départemental de tir, se souvient de la première fois qu'il tira. Il a fallu vaincre le scepticisme et l'hostilité des autres.

Anjourd'hui, c'est devenu insupportable. Les parents ont des problèmes pédagogiques, ils suivent avec intérêt par les services des ministères de l'éducation nationale et de la jeunesse et des sports. Les parents d'élèves en parlent avec enthousiasme. C'est pourquoi je mon fis pratiquer le tri, raconte une mère de famille. Il a fait des progrès en orthographe ; ses fautes d'attention sont beaucoup

A la première séance initiatrice, M. Gerard Van Nimmeren, 43 ans, instituteur dans une classe de perfectionnement à Mende, et moniteur de tir. Il éprouve pour cette discipline sportive une véritable passion qu'il sait faire partager à ses neuf élèves : cinq filles et quatre garçons, âgés de 8 à 12 ans.

« Ils veulent », après avoir, « les enfants quittent la salle de classe pour le stand de tir, dans un silence qui leur dispose par l'armée. Dès leur arrivée, ils s'installent en bon ordre et dans le plus grand silence. Le maître sort les carabines à air comprimé rangées dans l'armurerie et les confie aux élèves qui « assurent » l'arme.

« En classe, explique M. Van Nimmén, trois semaines avant de les conduire au stand, nous avons parlé des accidents, des imprudences, des erreurs, des mises en garde, des précautions à prendre, du bon maniement des armes. Ils ont compris ces règles et les font respecter. Essayez donc de franchir le pas de tir. Vous allez entendre leurs réactions. » Aussitôt, l'élève de M. de Marsé, Christophe s'écrit d'une seule voix : « Arrêtez ! »

Une harmonisation des programmes d'enseignement général, dans les classes de première «G» préparant aux baccalauréats de techniciens supérieurs, sera appliquée lors de la rentrée scolaire de septembre prochain. Les programmes de français de première G seront de nature littéraire et de langue vivante seront communs aux trois sections: G1 (techniques administratives), G2 (gestion) et G3 (techniques commerciales). Ceux de mathématiques seront communs aux sections G1 et G2. Les programmes d'enseignement professionnel resteront distincts.

Cette décision, commentée par M. Claude Pair, directeur des lycées, dans le *Bulletin officiel* du ministère de l'éducation nationale du 4 mars, voudrait tendre à « décloisonner » les séries G1, G2 et G3. Le projet d'une première « G » commune n'est pas abandonné, précise-t-il en substance, une solution pouvant intervenir en ce sens pour la rentrée

Ces évolutions sont conformes à l'esprit général dans lequel le ministre a envisagé les formations de second cycle du second degré. Il s'agit essentiellement d'un réajustement des formations existantes. Alors que la préparation au baccalauréat série C est actuellement la filière « noble », l'orientation des élèves étant faite en fonction de la possibilité de suivre ou non cette filière, il s'avère souhaitable de donner aux autres filières, générales et techniques, une égale dignité ».

Deux décisions étaient déjà intervenues, en ce sens modifiant la répartition : celle de la première pour l'année scolaire 1982-1983 (*le Monde* du 26 novembre 1981 et du 30 janvier 1982) : la création d'une première « C », fusionnant les premières « C » et « D » (mathématiques et sciences physiques d'une part, mathématiques et sciences de la nature d'autre part), et préparant aux terminales de ces séries ; la réduction de sept à trois du nombre de sections en première de série A (A1 : lettres, sciences ; A2 : lettres, langues ; A3 : lettres, arts).

LES SUITES DE L'« AFFAIRE LECLERC »

M. Deleplace évoque les « combats fratricides » à la préfecture de police de Paris

De notre correspondant

Marseille. — M. Bernard Delaplace, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (F.A.S.P.), a évoqué vendredi 13 mars à Marseille les remous provoqués à la police nationale par l'affaire du commissaire Loefer.

« Nous ne sommes pas dupes, a-t-il déclaré, de l'action menée par le parti au sein du Syndicat des commissaires proches des élections cantonales. Nous connaissons trop M. Simon (1), qui se veut aujourd'hui le secrétaire général de ce mouvement, pour ne pas deviner les intentions qu'il se propose de réaliser toutes les fois qu'il agitera le drapeau du problème, il ne s'agit de le résoudre que d'un combat fratricide au sein de la préfecture de police, où certains préfèrent rester dans leur tour d'ivoire plutôt que de se rapprocher des hommes de la rue pour donner des services. Un combat fratricide pour se partager entre un quart

(1) N.D.L.R. — M. Joseph Simon est secrétaire général adjoint du Syndicat des commissaires.

SPECTACLES

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées)

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 13 - Dimanche 14 mars 1982

théâtres

Les salles subventionnées et municipales

Salle Favart (296-12-20) : Bubbling Brown Sugar (Harlem années 30), (sam., 20 h 30, dim., 14 h 30 et 18 h 30).

Comédie-Française (296-10-20) : Le plaisir de rompre ; Le voyage de M. Perrichon (sam., 20 h 30) ; La Dame de chez Maxim's (dim., 20 h 30).

Châtelet (727-81-15) : Grand Théâtre : Faust (sam., 20 h, dim., 15 h, dern.). - Foyer : Musique arabe traditionnelle

(sam. 18 h 15) : Salle Gémier : l'Orfèvre (sam., 20 h 30) ; Hippolyte (dim., 15 h).

Odéon (235-70-32) : Hedda Gabler (sam., 20 h, dim., 15 h).

Petit Odéon (325-70-32) : Vous avez dit oui ou vous avez dit non ? (sam., dim., 18 h 15).

TEP (797-96-06) : Gervoy-Chambertin (sam., 20 h 30, dim., 15 h).

Centre Pompidou (277-12-33) : débats, Femmes et cultures en Italie (sam., dim., 14 h 30) ; Musique : animation avec la Fondation Rusolo (sam., dim., 14 h 30) ; Forum de la création (dim., 14 h 30) ; Danse : groupe de recherche chorégraphique de l'Opéra de Paris (sam., dim., 14 h 30 et 18 h 30) ; Cinéma vidéo : Pollock (sam. et dim., 15 h et 19 h).

Carré Silvia Monfort (531-28-34) : Cirque Gris à l'ancienne (sam. et dim., 14 h et 16 h 45) ; Zanzoustra (sam., 20 h 30, dim., 16 h).

Théâtre musical de Paris (261-19-83) : Attile (dim., 14 h 30).

Centre culturel Censier (337-93-40) : Mixtures 82 (sam. 21 h) ; Nanura Magistra (sam. 22 h 30).

Calvaire de Vincennes (365-70-13) : Gerbe de blé (sam. 21 h).

Cité internationale universitaire (589-38-60) : Galerie : la Religieuse (sam., 20 h 30) ; Grand Théâtre : la Divine Comédie (sam. 20 h 30) ; Resserre : Pierre Abelard 1079-1142 (sam., 20 h 30).

Comédie Cammarlin (742-43-41) : Ravens dormir à l'élysée (sam., 21 h, dim., 15 h 30).

Comédie des Champs-Élysées (720-08-24) : l'Escalier (sam., 20 h 45, dim., 15 h 30).

Comédie Ruffine (321-22-22) : la Servante anonyme (sam., 20 h 30, dim., 15 h 30).

Comédie de Paris (281-00-11) : Joli (sam., 20 h 30).

Deuxes (261-69-14) : La vie est trop courte (sam., 21 h, dim., 15 h 30).

Edouard-VII (742-57-49) : la Déesse du diable (sam., 20 h 30, dim., 17 h).

Espace Carlin (265-17-30) : Otorio pour une vie (dim., 17 h).

Espace-Gaîté (327-95-94) : Stratégie pour deux jumeaux (sam., 22 h, dern.).

Essoult (278-46-42) : I : le Marquis des maléfices (sam., 20 h 30) ; l'Alpège (sam., 22 h 15) ; II : la Fiancée Shakespeare, le conte d'hiver (sam., 20 h 15) ; Prose (sam., 21 h 30).

Festaine (874-74-48) : Koudachapo (sam., 20 h 30).

Galilé Montparnasse (322-16-18) : l'Os de cœur (sam., 22 h, dim., 17 h 30 et 20 h 15).

Galilé 55 (326-63-51) : The dumb waiter (sam., 20 h 30).

Grand hall Montparnasse (233-80-78) : Avez-vous des nouvelles du docteur ? (sam., 20 h 30, dim., 15 h).

Hachette (326-38-99) : la Cantatrice chauve (sam., 20 h 15) ; la Locomotive (21 h 30) ; l'Augmentation (sam., 22 h 30).

Jardins d'iver (255-74-40) : Leçon de bouc (sam., 21 h).

La Bruyère (874-76-99) : le Divan (sam., 21 h, dim., 15 h).

Lierre-Théâtre (586-55-83) : la Grande peur dans la montagne (sam., 20 h 30, dim., 16 h).

Loucheur (344-57-34) : Théâtre Noir : Une saison en enfer (sam. 18 h 30) ; Un amour de théâtre (sam., 20 h 30) ; Sylvie Joly (sam., 22 h 15) ; Théâtre Rouge : Sans soleil on vieillit plus vite (sam., 18 h 30) ; Deuxes (sam., 20 h 30) ; Pour une infante tendresse (sam., 22 h 15) ; Petite salle : Paroles françaises (sam., 18 h 30).

Mademoiselle (270-50-09) : Du vent dans les branches de marais (sam., 20 h 45, dim., 15 h).

Marie Stuart (508-17-80) : La confession d'Igor (sam., 20 h 30).

Mauger (256-04-41) : Amadous (sam., 20 h 30, dim., 15 h et 20 h 30) ; Sallé Gabriel (225-20-74) : le Garçon d'appartement (sam., 21 h).

Marbais (265-00-00) : Jacques et son maître (sam., 21 h, dim., 15 h et 18 h 30).

Michel (265-35-02) : On dînait au lit (sam., 21 h 15, dim., 15 h 30 et 21 h 15).

Michoudière (742-95-22) : la Pattemouille (sam., 20 h 30, dim., 15 h et 18 h 30).

Médiane (265-38-28) : Trio (sam., 20 h 30, dim., 15 h).

Montparnasse (320-89-90) : Trahisons (sam., 21 h, dim., 16 h).

Neurosciences (270-50-09) : Folle Amande (sam., 20 h 30, dim., 15 h).

Palais des glaces (607-49-93) : Gros caillou (sam., 22 h 15).

Palais Royal (257-59-81) : Pauvre Franco (sam., 20 h 45, dim., 15 h et 18 h 30).

Poché (548-92-97) : Baron baronne (sam., 21 h, dim., 15 h 30).

Saint-Georges (878-63-47) : le Charimari (sam., 20 h 45, dim., 15 h).

Scala (261-64-00) : les Caprices de Marianne (sam., 20 h 30).

Studio Bertrand (783-64-66) : A la rencontre de M. Frost (sam., 18 h 30) ; les Camarades (sam., 20 h 30).

Studio des Champs-Élysées (723-33-10) : le Cœur sur la main (sam., 20 h 45, dim., 15 h 30).

Studio-Théâtre 14 (545-49-77) : Quelle belle vie, quelle belle mort (sam., 20 h 30, dern.).

T.A.L.-Théâtre d'Essai (278-10-79) : la Maison de Bernarda (sam., 20 h 30, dim., 15 h) ; l'Étude des Jours (sam., 22 h, dim., 17 h).

Théâtre d'Edgar (322-11-02) : Vampire au pensionnat (sam., 20 h 30) ; Nous on fait ça on nous le fait (sam., 22 h).

Théâtre en Réseil (387-68-14) : Roméo et Juliette (sam., 20 h 30, dim., 15 h).

Théâtre du Marais (278-03-53) : Henri IV (sam., 20 h 30).

Théâtre de la Mer (520-74-15) : Voulez-vous jouer avec moi ? (sam., dim., 20 h 30).

Théâtre Noir (797-85-14) : Le Boxeur (sam., dim., 20 h 30).

Théâtre de la Vieillesse (230-15-45) : le Dernier des métiers ; l'Équarrissage pour tous (sam., 20 h 30, dim., 17 h).

Théâtre Présent (202-02-55) : Pantagruelle (sam., 20 h 30, dim., 17 h). Petite salle : L'autocensure (sam., 21 h, dim., 17 h, dern.).

Théâtre des Quatre - Cœur - Coeur (633-01-21) : la Folie (sam., dim., 20 h 30) ; le Journal de Nijinski (sam., dim., 22 h 30).

Théâtre du Rond-Point (256-70-80) : l'Amante anglaise (sam., 20 h 30, dim., 15 h).

Théâtre 13 (589-05-99) : les Ciseaux (sam., 20 h 30, dim., 15 h).

Théâtre 18 (226-47-47) : Lettre au père (sam., 22 h).

Trianon Beethoven (522-08-40) : la Famille Leborich (sam., 21 h, dim., 15 h et 18 h 30).

Variétés (233-09-52) : Chéri (sam., 20 h 30, dim., 15 h et 18 h 30).

Splendid Saint-Martin (208-21-93) : Fayy fait de la résistance (sam., 20 h 30 et 22 h).

Le Ténarville (887-32-82) : Phédre (sam., 20 h 30).

Théâtre de Dix-Heures (606-07-48) : Connaissez-vous cet escabeau ? (sam., 20 h 15) ; Il en est... de la police (sam., 21 h 30) ; Teleny (sam., 22 h 30).

Vieille Grotte (707-60-93) : Colporteurs d'images (sam., 20 h 30, dern.).

Les comédies musicales

Renaissance (208-18-50) : Soleil d'Espagne (sam., 20 h 30, dim., 14 h 30).

Le music-hall

Beldes (322-74-84) : L. Rochman (sam., 20 h 45, dim., 16 h, dern.).

Casino de Paris (874-26-22) : Annie Girardot (sam., 20 h 30, dim., 15 h et 18 h).

Centre Mandala (589-01-60) : P. Pratin mme (sam., 20 h 40) ; K. Rajaram (dim., 18 h).

Espace Gaîté (327-95-94) : Jacques Berth (sam., 20 h 15, dim., 15 h 30).

Espace-Mars (758-27-78) : Faurina.

Espace (278-46-42) : Sara Alexander (sam., 18 h 30, dern.).

Gymnase (246-79-79) : le Grand Orchestre du Splendid (sam., 21 h, dim., 15 h).

Hachette (326-38-99) : Nicole Vassel (sam., 18 h 30).

Lacourrière (544-57-34) : Jean-Luc Salomon (sam., 22 h 30).

Olympia (742-25-49) : Y. Duteil (sam., 21 h, dim., 14 h 30 et 18 h 30).

Palais des glaces (607-49-93) : Ben Zimet (sam., 20 h 30, dim., 17 h).

Palais des Sports (828-40-90) : Holiday on Ice (sam., 21 h, dim., 14 h 15 et 17 h 30).

Poésie (261-42-53) : Alex Ményer (sam., 20 h 30).

La Taverne (566-94-23) : P. Bessuan, Dan Ar Bras (sam., 21 h, dim., 18 h).

Troisiers de Beauce-Alpes (260-44-41) : Duo H. Salgan, U. de Lio (sam., 21 h et 23 h 30, dim., 21 h).

La danse

C.L.S.F. Th. Paris-12 (343-19-01) : L'arbre (sam., 20 h 45, dim., 15 h).

Palais des Congrès (758-27-78) : La Belle au bois dormant (sam., 20 h 30, dim., 14 h 30).

Théâtre de Paris (280-09-30) : Ballet Antonio Gades (sam., 20 h 30, dern.).

Théâtre 18 (226-47-47) : Les danseurs du temps (sam., 20 h, dim., 16 h, dern.).

Les concerts

Salle Gaveau : Quatuor Orford, M. Beroff (Chostakovitch, Beethoven, Brahms) (sam., 21 h) ; Orchestre de chambre St. Denis, dir. P. Menet (Mozart) (dim., 17 h 30).

Lacourrière : C. Chelini, F. Bon, M. Portinari (Beethoven) (sam., 18 h 30).

M.P. Siruguet (Schubert, Brahms) (sam., 21 h).

Eglise St-Germain-des-Prés : la Grande Éclaircie et la Chambre du Roy (Téléman, Couperin, Bach) (sam., 21 h).

Eglise St-Merri : Y. Queyroux, S. Yrie (Poulenc, Jolivet, Messiaen, Queyroux) (sam., 21 h) ; C. Gamberoni, O. Daras (Mikhaïl, Schumann, Poulenc) (dim., 16 h).

Chapelle des Pères de St-Esprit : L. Caravassilis, L. Cabell (Mozart) (sam., 20 h 45).

Centre Culturel 17 : Citrus Aus Nova (sam., 20 h 30).

Théâtre des Champs-Élysées : Orchestre Colonne, dir. P. Dervaux - les Noces de Debussy (sam., 20 h 30) ; Orchestre des concerts Paderewski, dir. G. Devos, K. et M. Labèque, J.-C. De waele (Bartok, Brahms, Stravinski) (dim., 17 h 45).

Salle Cortot : C. Gheorgiu, M. Nagursen (Vivaldi, Mozart, Beethoven, Ravel) (20 h 30).

Eglise Notre-Dame des Blancs-Manteaux : Chœur Grégorien de Paris, dir. F. Polgar (sam., 21 h).

Hôtel Hérolet : Duo D. Lavielle, J. Segard (Sor, Brahms, Bruckner, de Falla) (sam., 20 h 30).

Coucougrie : M. et P. Tortelier, M. Barthe, R. Sommer, R. Fontanarosa (Couperin, Bach, Beethoven...) (dim. 17 h 30).

Eglise Notre-Dame : J.-M. Louchart (Chopin, Ravel, Debussy, Boulez) (dim., 17 h 45).

Th. du Rond-Point : Ensemble vocal M. Pi-quemal, dir. M. Piquemal (Haydn, Schubert, Brahms, Ravel) (dim., 17 h).

Eglise de la Vierge : J.-F. Marmont, E. Pini (Beethoven, Brahms, Prokofiev) (dim., 17 h).

Salle Pleyel : Orchestre de jeunes, A. Louwengut (dim., 17 h 30).

St-Julien-le-Pauvre : Les musiciens de Mannheim (Mozart, Beethoven, Haydn) (dim., 17 h).

Eglise St-Louis-des-Jacobins : S. Chalmers, J. Castagner (Bach, Debussy, Dupré, Charpentier) (dim., 17 h).

Eglise St-Roch : Orchestre de chambre de France, dir. G. Stajkai (Bach, Brül, Janacek) (dim., 16 h).

Eglise St-Jean de Grenelle : L. Comtois, D. Comtois-Camen (Mouret, Bach, Scarlatti) (dim., 18 h 30).

Jazz, pop, rock, folk

Bofinger (272-87-82) : D. Gobbi (sam., 22 h).

Caveau de la Hachette (322-65-05) : M. Saury (sam., dim., 21 h 30).

Chapelle des Lombards (357-24-24) : Alp Nuovo (sam., 22 h, dern.).

Cloître des Lombards (253-54-08) : Night People (sam., dim., 22 h 30).

Dreher (233-48-44) : Cl. Vander (sam., dim., 22 h 30).

Duo (384-70-00) : R. Few (sam., 20 h 30) ; Bekunnen (sam., 20 h 30) ; L'Ecluse (542-71-16) : Afro sup. 3P (sam., 22 h).

Feeling (271-33-41) : We come to you (sam., 22 h).

Gaîté-Montparnasse (322-16-18) : Giffen Gate Quartet (sam., 20 h 15, dim., 15 h 30, dern.).

Gibbs (700-78-88) : Giral (sam., 22 h).

New Morning (523-51-41) : Mingus Dynasty (sam., dim., 21 h).

Palais des Glaces (607-49-93) : Petite Salle : J. Bourgeois-Dias (sam., 20 h 45, dern.).

Petit Forum (297-53-47) : Best rock (sam., 20 h 30).

Petit Journal (326-28-59) : Swing at six (sam., 21 h 30).

Petit Olympia (236-01-36) : L. Fuentes, A. Cullaz, Ch. Belloni (sam., dim., 21 h).

Porte Saint-Martin (607-47-53) : Carole Laure, Lewis Furey (sam., 20 h 45, dim., 15 h).

Slow Club (233-84-30) : J. Miller (sam., 21 h 30).

Th. d'Essai (278-10-79) : Ch. Evans, J. Gibson, G. Brown (sam., 18 h).

Théâtre Noir (797-85-15) : Giry Bondy (dim., 17 h).

LES SPECTACLES NOUVEAUX

EVERY MAN, Cathédrale américaine (28-45-23) (sam., 20 h 30).

LE BAS DE L'ÉLEVAGE, Petit Casino (278-36-50) (sam., 22 h 30).

ARIANE ET BARBE-BLEUE, Studio 11 (672-37-43) (sam., 20 h 30, dim., 16 h).

L'APPRENTI FOU, Tintamarre (887-33-82) (sam., 20 h 30).

TAMBOURS DANS LA NUIT, Fondation de l'Allemagne (589-53-93) (sam., 20 h 30).

LA DOROTEA, Salle Valhubert (584-30-60) (sam., 20 h 30, dim., 15 h).

Les cafés-théâtres

An Boc fle (296-29-35) : Théâtre chez Léautaud (sam., 19 h) ; Tobu Bahr (sam., 20 h 15) ; le Président (sam., 21 h 30) ; Patrick et Philomène (sam., 22 h 45).

Bouffes Montparnasse (887-15-84) : les Démones London (sam., 21 h 30) ; Des bulles dans l'encre (sam., 22 h 30 et 24 h) ; Qui a tué Betty Grand ? (sam., 21 h 30 et 24 h) ; Popote (sam., 22 h 30).

Café d'Edgar (322-11-02) : I : Tiens, voilà deux bouffins (sam., 20 h 30) ; Mangues d'homme (sam., 20 h 30) ; Il y a la Vierge de son père (sam., 20 h 30) ; C'était ça ou le chantage (sam., 21 h 45).

Café de la Gare (278-52-51) : Qu'est-ce qu'il y a dedans (sam., 20 h 15) ; Le chantage d'ombre (sam., 22 h 15).

Comité (277-41-40) : Un jeûne et deux bouffes (sam., 20 h 30) ; D'ailleurs (sam., 22 h 30) ; Middle Tune (sam., 23 h).

Coupe-Chou (272-01-73) : Le Petit Prince (sam., 20 h 30) ; Feydeau - Corioline - Labiche (sam., 22 h).

Fanal (233-01-17) : Innocentes (sam., 20 h) ; Francis Blanche (sam., 21 h 15).

La Gogone (367-62-45) : La petite cuiller (sam., 22 h).

Petit Casino (278-36-50) : Douby... be good (sam., 21 h).

Point-Virgule (278-67-03) : Ça alors (sam., 20 h 15) ; Du roman sur les blinis (sam., 21 h 30) ; Les écolottes (sam., 22 h 30).

La Sompse (278-27-54) : Pourquoi c'est comme ça (sam., 21 h 30).

NE MANQUEZ PAS LE RENDEZ-VOUS, DIMANCHE 14 MARS A 13 H. 15

R.T.L. - LE MONDE DE L'ÉDUCATION

Parents d'élèves de troisième avant de se décider pour le lycée

A lire absolument

Le Monde DE L'ÉDUCATION

MENSUEL N° 81-10F MARS 1982

5 RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09 - TEL. 246 72 23

EXCLUSIF

Le Monde DE L'ÉDUCATION / le point

REUSSIR LE BAC

Les résultats: province, Paris, public, privé

Les politiques des proviseurs, leurs avis

A, B, C...: les inconnues des séries

Lycées ou collèges libres?

M 2172-81-10 F CANADA: 2,25 \$ - ESPAGNE: 200 PES. - GRANDE-BRETAGNE: 95 P. - IRLANDE: 1,35 £

ciném

VOTRE

INFORMATIONS « SERVICES »

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 13 mars :

DES DÉCRETS

● Portant nomination de l'administrateur supérieur du territoire des Terres australes et antarctiques françaises.

● Relatif au centre d'études des systèmes d'information des administrations (CESIA), des biens, droits et obligations de l'agence de l'information.

UNE CIRCULAIRE

● Relative à la durée du travail et aux congés payés.

CIRCULATION

LE RÈGLEMENT DES ACCIDENTS.

Sur quelque deux cent cinquante mille accidents corporels de la circulation qui surviennent chaque année en France, environ trois sur quatre se règlent à l'amiable. Quant aux accidents matériels, responsables ou victimes ne risquent qu'une fois sur cent d'être impliqués dans un procès.

VIVRE A PARIS

AU CHATELET : CONTRE LE RACISME.

Dans le cadre de la journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, le dimanche 21 mars, organisée par l'Organisation des Nations unies, la R.A.T.P. présente une exposition, Peuples d'ici et d'ailleurs, dans la gare R.E.R. de Châtelet-Les Halles, du 12 au 28 mars. Cette exposition, voyage en images à la découverte des peuples et des cultures du monde, a été réalisée par le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples.

BIBLIOGRAPHIE

Au sommaire des revues

S'il fallait une preuve décisive qu'une femme, quand elle est un vrai écrivain, n'est jamais de la même encre qu'un homme, et qu'un homme est bien incapable d'user de cette encre (contre-épreuve écrasante : Balzac), cette preuve vivante serait Colette. D'autant plus probante qu'elle ne songeait pas à vouloir « écrire femme » : c'était comme ça, et qu'elle « était » d'avant l'insurrection officielle des femmes. Mais sa vie est tout entière celle d'une insoumise, forte, tranquille, tendre et scandaleuse. Quand il fut question d'elle pour l'Académie, quelques uns de ces messieurs se récrièrent : « Une femme nue ! ». Ma foi, oui. Et l'une des rares que l'Académie (comme elle fait, mais trop tard, pour nombre d'hommes jugés non-dignes) peut bien se mordre les doigts d'avoir manqués.

Réflexion en marge — mais très proche — du remarquable numéro d'EUROPE : acte de connaissance et salut plein d'émotion, dont on saura beaucoup de gré à une revue qui sait cultiver la mémoire. Colette n'est-elle pas aussi un des rares grands écrivains du siècle à qui, autant qu'on sache, des « Cahiers » ne soient pas consacrés ? L'EUROPE vient racheter ce manque. Et sans doute fallait-il une femme — Christiane Milner — pour parler convenablement du « corps de Sido », qui est aussi celui de l'autre Sidoine, sa fille. Lequel nous ramène à notre vérité. Très jeune, Colette avait désiré être « quelqu'un d'autre » : « J'y ai vite renoncé. Je n'ai jamais pu devenir quelqu'un d'autre ». Et surtout pas un écrivain-homme. (N° 631-632.272 pages : portraits et fac-similés. 40 F. 146 rue du Faubourg Poissonnière, 10°).

Les CAHIERS CHARLES DU BOS publient des extraits du Journal inédit : et des textes, également inédits pour la plus grande part, se rapportant à Walter Pater, l'un des « happy few » de Du Bos. (N° 25. 76 bis, rue des Saints-Pères, 6°).

Second des CAHIERS SAINT-EXUPÉRY. Un inédit de 1938, et plus que jamais d'actualité : « Le marxisme antimarxiste ». (N° 2. Gallimard).

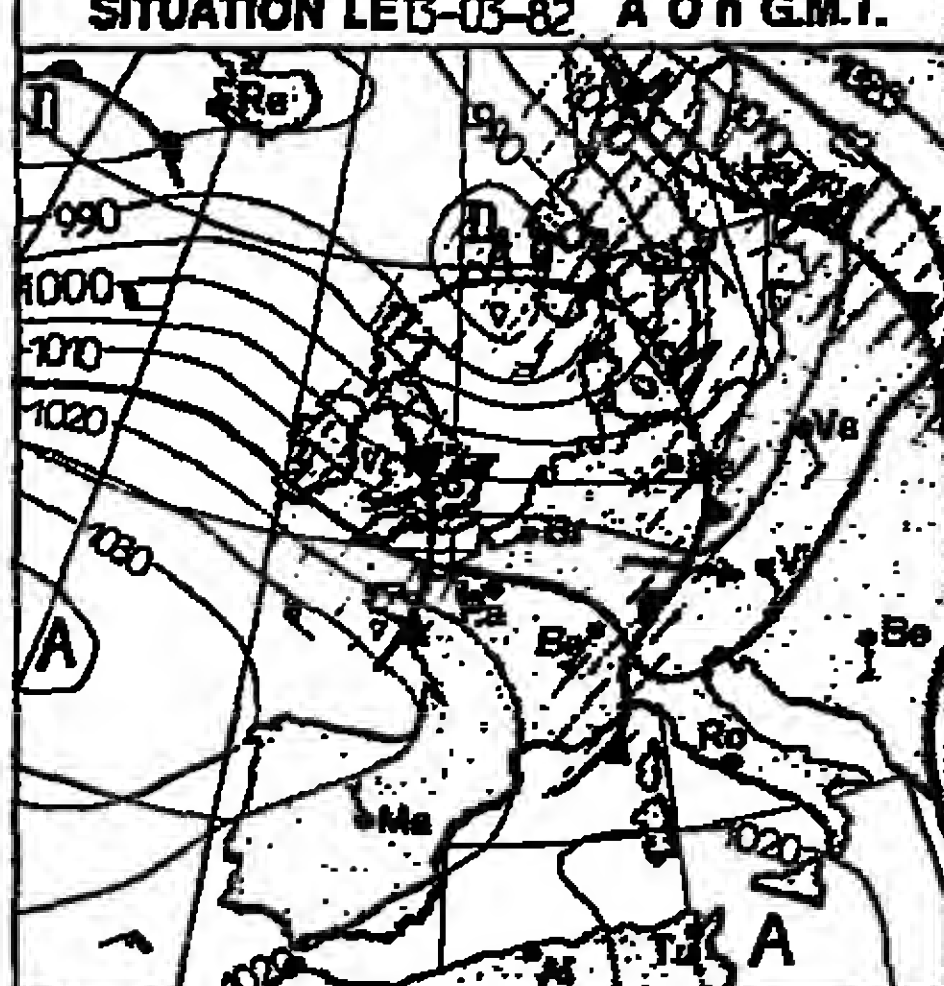
Suite de l'ensemble que LITTÉRATURE consacre à « L'institution littéraire ». (N° 44. Larousse, 30 F.).

« Moyen-âge timbroyé » dans la REVUE DES SCIENCES HUMAINES : Marco Polo, Joinville, G. de Machaut, Villon... illustrés de Danse macabre. (N° 183. 49 F. Université de Lille-III. B.P. 149, 59653 Villeneuve-d'Ascq).

POETIQUE. De J.-Ch. Huchet : « Nom de femme et écriture féminine », à travers Marie de France. (N° 48. Seuil, 42 F.).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 13-03-82 A 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France

entre le samedi 13 mars à 0 heure et le dimanche 14 mars à 24 heures :

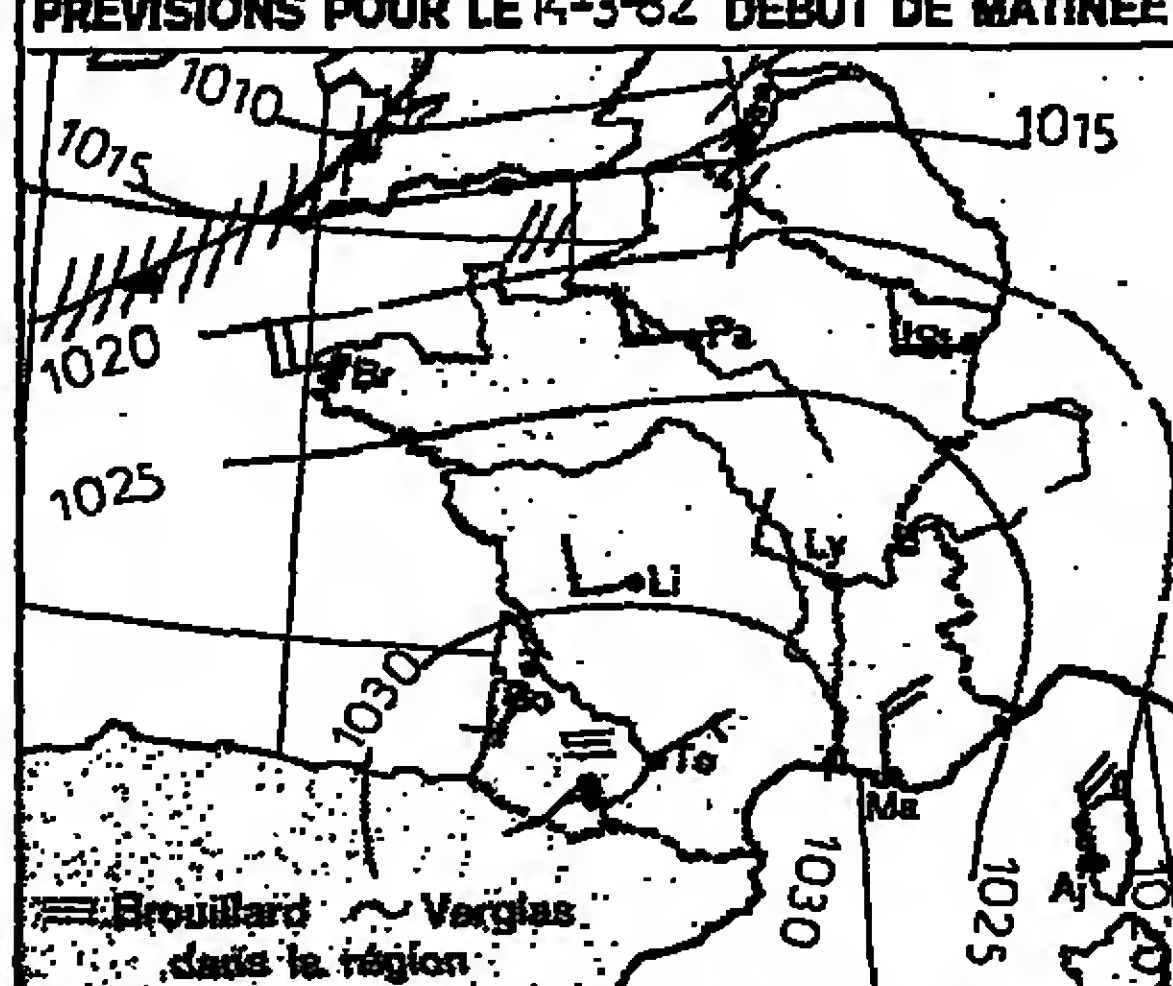
Une dorsale anticyclonique se formera sur la France, elle fera la pénétration de la nouvelle perturbation Atlantique sur l'Europe occidentale.

Dimanche, au nord d'une ligne Nantes - Mulhouse, le temps sera plus doux et nuageux avec des pluies faibles principalement près des côtes de la Manche ; quelques éclaircies se développeront dans la journée sur les pays de la Loire, le Bassin parisien, la Lorraine et l'Alsace ; Températures maximales en légère hausse ; vents du Sud-Ouest modérés ou assez forts près des côtes.

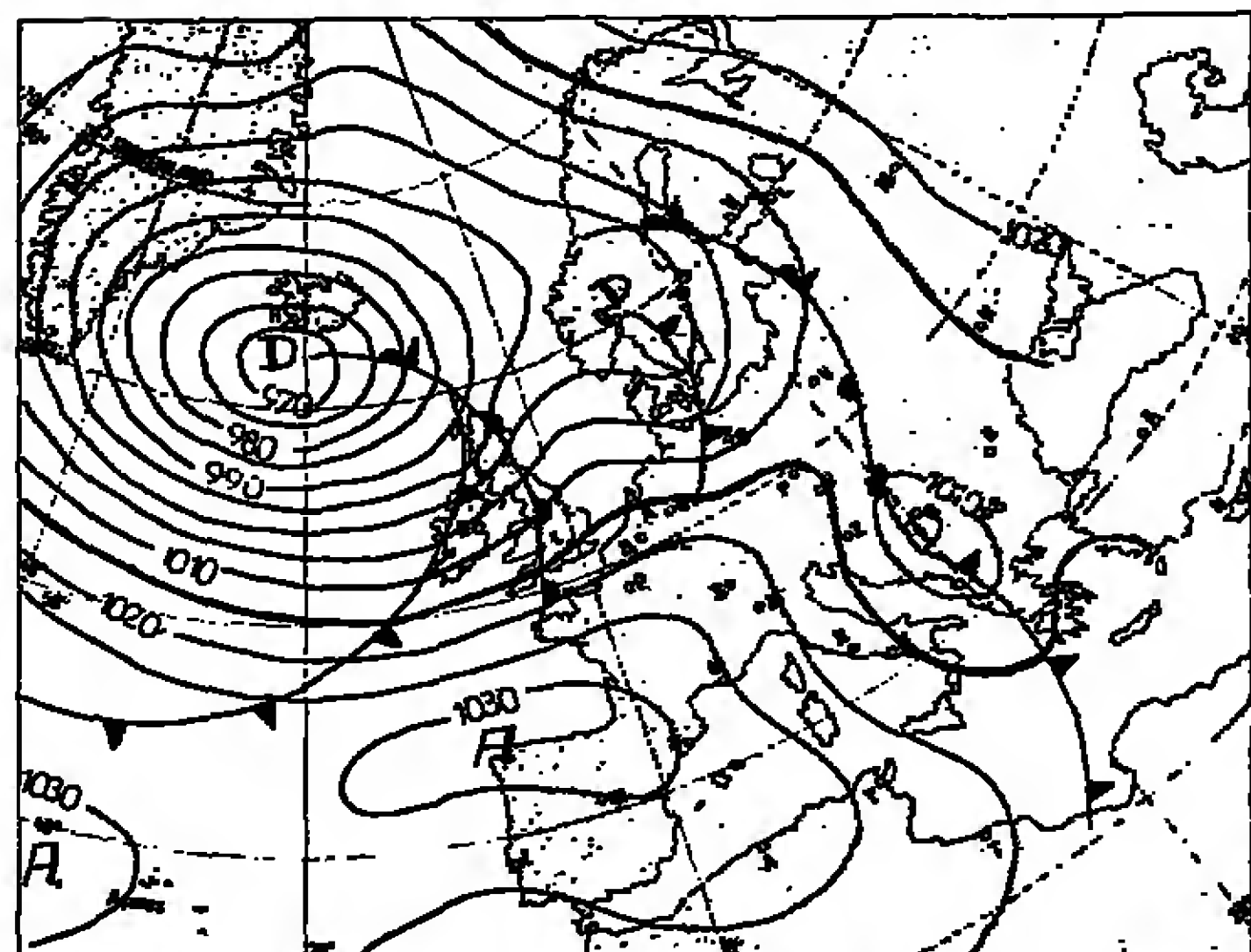
Sur la moitié sud de notre pays, matinée froide avec des gels de 0 à -3 degrés, mais après dissipation des brouillards temps ensoleillé favorisant la remontée des températures ; vents faibles. En Méditerranée, larges éclaircies et mistral s'atténuant.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 13 mars 1982 à 7 heures, de 1 016,1 millibars, soit 762,1 millimètres de mercure.

PRÉVISIONS POUR LE 14-3-82 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 14 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)



Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 13 mars ; le second, le minimum de la nuit du 13 mars au 14 mars) : Ajaccio, 15 et 9 degrés ; Biarritz, 15 et 8 ; Bordeaux, 14 et 4 ; Bourges, 12 et 2 ; Brét, 10 et 4 ; Caen, 10 et 3 ; Cherbourg, 8 et 4 ; Clermont-Ferrand, 16 et 3 ; Dijon, 11 et 2 ; Grenoble, 9 et 4 ; Lille, 10 et 3 ; Lyon, 11 et 3 ; Marseille, 16 et 8 ; Nancy, 8 et 0 ; Nantes, 12 et 3 ; Nice, 16 et 7 ; Paris-Le Bourget, 10 et 3 ; Pau, 12 et 5 ; Perpignan, 16 et 8 ; Rennes, 11 et 3 ; Strasbourg, 10 et 0 ; Tours, 10 et 2 ; Toulouse, 17 et 5 ; Pointe-à-Pitre, 27 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 19 et 7 degrés ; Amsterdam, 8 et 2 ; Athènes, 14 et 8 ; Berlin, 8 et 2 ; Bonn, 7 et 2 ; Bruxelles, 9 et 3 ; Le Caire, 22 et 14 ; Canaries, 20 et 16 ; Copenhague, 5 et 1 ; Dakar, 22 et 17 ; Genève, 8 et 1 ; Jérusalem, 14 et 4 ; Lisbonne, 21 et 9 ; Londres, 9 et 2 ; Luxembourg, 3 et 0 ; Madrid, 21 et 7 ; Moscou, -2 et -7 ; Nairobi, 28 et 13 ; New-York, 10 et 6 ; Palma-de-Majorque, 17 et 4 ; Rome, 15 et 5 ; Stockholm, 2 et -2 ; Tunis, 17 et 5.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

MARDI 16 MARS

- L'Opéra, 13 h 15, devant le vestibule. M^{me} Hulot.
- Manufacture des Gobelins, 14 h 30, 42, avenue des Gobelins. M^{me} Allaz.
- Le Marais, 15 heures, métro Saint-Paul, M^{me} Bacheler.
- Paris mérovingien, 15 heures, 23, rue de Sévigné, M^{me} Chapois.
- Hôtel de Lauzun, 15 heures, 17, quai d'Anjou, M^{me} Meyniel (Caisse nationale des monuments historiques).
- Collection Thyssen, 16 heures, Petit Palais, M^{me} Angot.
- Collection Thyssen, 14 h 15, Petit Palais (Approche de l'art).
- Balzac et Nerval, 15 heures, 47, rue Raynouard (Art et Histoire).
- L'île Saint-Louis, 14 h 30, 12, boulevard Henri-IV (A travers Paris).
- Montmartre, 15 heures, métro Abbesses (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- Hôtel des Marmées, 14 h 30, 11, quai Conti (M^{me} Ferrand).
- L'Assemblée nationale, 16 heures, 33, quai d'Orsay (P.V. Jaski).
- La collection Thyssen, 11 heures, Petit Palais (M^{me} Leblanc).
- Le Marais, 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).
- Quartier Saint-Merri, 12 h 30, métro Hôtel-de-Ville (M^{me} Roman).
- Hôpital Saint-Louis, 15 heures, 2, place du Docteur-Fournier (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES

- 15 heures : Salle des fêtes de la mairie du 16^e. M^{me} Saint-Girons : « Renoir ».
- 15 heures : Musée des monuments français, Palais de Chaillot, M^{me} Egler : « L'évolution du cubisme ».
- 17 h 30 : 6, rue Ferrus, général M. Peled : « Le processus de paix au Proche-Orient : la dernière chance ».
- 16 h 30 : Collège de France, salle 5, M^{me} A. Abdessellem : « Ibn Khaldoun et ses sources ».
- 19 h 30 : Sorbonne, Amphithéâtre Bocherand, I, rue Victor-Cousin, M. R. Huyghe : « Les peintures de l'âme ». (Université populaire de Paris).
- 20 h 30 : 26, rue Bergère, M. J. Haab : « Le temple, reflet du ciel » (L'homme et la connaissance).
- 20 h 30 : 5, rue Laffitte, M. F. Schwartz : « La Grèce classique ». (Nouvelle Acropole).

DOCUMENTATION

LES CADRES ET LEURS TRAJECTOIRES. — Sur ce sujet d'actualité, Jean-Paul Simeray essaie de faire le point, dans l'ouvrage clair et documenté qu'il vient de publier.

* Nathan. 166 pages. 69 francs.

SPORTS

PATINAGE ARTISTIQUE

A COPENHAGUE

Un couple anglais domine la danse

La patinoire de Copenhague était pleine à craquer vendredi soir 12 mars pour le triomphe d'un secrétaire et d'un policeman de Nottingham, Jayne Torvill et Christopher Dean, qui sont devenus, pour la deuxième année consécutive, champions du monde de danse sur glace.

Leur rapidité, leur vivacité, leurs innovations, travaillées à l'entraînement sur une patinoire celtique de miroirs à Obertsdorf (R.F.A.), leur ont permis de surclasser sans contestation les paires soviétiques Bestiananova - Bukin et Moiseva - Minenkova, qui ont cependant été proches, elles aussi, de la perfection. Victime d'une chute du garçon, le couple français Hervé - Béchu s'est classé onzième.

De notre envoyé spécial

Copenhague. — La ville de Copenhague a été fondée par l'évêque Absalon. Sa statue équestre, qui est érigée aux abords de l'ancienne Halle aux poissons, atteste que ce religieux danois ne badinait pas avec ses barbares contemporains. En cotte de mailles, hache à la main, il semble toujours prêt à mettre de l'ordre dans ce ténébreux royaume de Danemark.

De l'ordre, précisément, il n'en régnait guère vendredi soir dans les tribunes du Brøndby Hall pour l'attribution du titre mondial de danse sur glace. Les gradins avaient été envahis par des hordes de supporters qui faisaient grand tapage. Chaque couple avait investi un carré de strapontins qu'il avait fortifié avec des drapeaux nationaux et des oriflammes. A l'abri de ces remparts de toile, ils pouvaient déverser des applaudissements brûlants comme la poix en fusion qui tombait jadis des mâchicoulis sur les assaillants des châteaux forts. Bien retranchés dans leur nationalisme chauvin, les différentes colonies pouvaient ainsi se livrer à loisir au troc des insignes qui, épinglés sur les vestimentes, sont autant de décorations pour des luttes dérisoires, ou s'adonner aux délices hystériques de l'encouragement sans fondement.

Les plus aguerris dans ces exercices étaient incontestablement les Anglais qui avaient mis de garde à leurs crânes des figurines de bobbiés et de Scotch Guards. Pareil secours leur permit d'exulter sans retenue lorsque leurs champions Jayne Torvill et Christopher Dean furent dans l'arène.

Les mieux organisés étaient pourtant les Américains. Avant la compétition, chaque supporter avait reçu un petit drapeau avec mission de l'agiter au passage de Judy Blumbert et Michael Seibert ou de Carol Fox et Richard Dailey. Les Japonais préféraient pour leur part le langage des fleurs qu'ils envoyèrent comme une pluie de fèves sur Noriko Sato et Tadayuki Takahashi. Les Canadiens avaient, semble-t-il, perdu le plus clair de leurs forces la veille, lors de l'occupation du podium masculin de Brian Pockar. Et, au milieu de tout ce tumulte, les Français opéraient comme à l'accoutumée en supporters francs tireurs égarés dans une bataille perdue d'avance pour Nathalie Hervé et Pierre Béchu d'une part, Martine Olivier et Philippe Boissier d'autre part.

Elles ont pourtant leur importance, ces hordes inépuisables dont les manteaux de vision et les sacs de crocodile traînent dans les travées de toutes les patinoires du monde. Ce sont elles qui réveillent le juge gagné par le sommeil. Elles encourent que le baromètre des réputations en train de se faire ou de se défaire.

Les Danois qui avaient pu trouver une place dans le Palais des sports étaient la clique mercenaire des sports et des autres. Comment Absalon, homme de Dieu, aurait-il pu comprendre que ses semblables se mettent dans pareil état d'excitation pour si peu, c'est-à-dire pour ces danseurs qui se trémoussaient plus ou moins languoureusement sur la glace ? N'y avait-il pas quelques vapeurs sulfureuses dans ces assauts maniérés pour damoiseaux et péronelles ? Assurément ! Et ce diable de public bavard des ronds de chapeau au tango des Américains Fox - Dailey, au sirtaki de leurs compatriotes Blumbert-Seibert, à la Danse du sabbat des Soviétiques Bestiananova-Bukin ou encore au Boléro de ces éternels damnés de la danse, Moiseva - Minenkova.

Mais, après tout, pourquoi l'évêque Absalon n'aurait-il pas dit une messe pour ces Anglais Jayne Torvill et Christopher Dean ? Ils ont tout osé vendredi soir et ils ont tout réussi. Pour une fois, juges et public ont été unanimes. Nul couple n'a effleuré la glace comme eux et ne s'est ainsi entendu pour réussir cette superbe farce : monter pour la deuxième fois sur la plus haute marche du podium. Une victoire totale, comme Absalon devait les aimer.

ALAIN GIRAUDO.

CYCLISME

Coup de force de l'outsider

Journaliste et organisateur non conformiste, Jean Leulliot, récemment décédé, voulait transformer Paris-Nice en un tour du monde qui aurait symbolisé l'évolution universelle du sport cycliste. Il est mort sans avoir pu réaliser son projet, mais, avant de disparaître, il a jeté les bases d'un Paris-Nice partant de Belgique, sortant de ce fait des sentiers battus.

Première épreuve importante de la saison, Paris-Nice offre la participation supplémentaire de se dérouler selon la formule open. Elle oppose les anciens, Zotteemelk, Kuiper, Roger de Vlaeminck, à la nouvelle génération représentée par l'Irlandais Roche, vainqueur en 1981, l'Australien Anderson et plusieurs néo-professionnels français d'une qualité certaine.

Les jeunes sont d'ailleurs passés résolument à l'offensive et, contre toute attente, Jean-François Chatriu (vingt et un ans) a pris le commandement après avoir remporté vendredi 12 mars, l'étape Châlons-sur-Marne - Montereau avec six minutes d'avance, posant ainsi aux grands favoris de la course un problème délicat. — J.A.

NATATION. — Au cours de la rencontre U.R.S.S.-R.D.A. vendredi 12 mars, le Soviétique Vladimir Salnikov, tripe médaillé d'or aux Jeux de 1980, a repris possession du record du monde du 400 mètres nage libre en 3 minutes 50 secondes. L'Allemand de l'Est Jörg Wothke, champion olympique du 100 mètres nage libre à Moscou, a lui, battu le record d'Europe sur la distance en 49 secondes 95/100.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3145

HORIZONTALEMENT

I. Contrefaçon ayant tendance à faire prendre les enfants de Boieldieu pour des « canards » sauvages. Mieux vaut y tomber que d'y couler. — II. Signe précurseur de reddition. Personnage de Phédre. — III. Précède une levée de siège. On ne s'y rend jamais sans avoir été prévenu. Pièce d'un jeu de construction. — IV. Bugle donnant aux garrigues un aspect cuivré. Des gens ne faisant rien comptent sur son administration pour trouver un débouché. Collectivisme russe. — V. Préposition. Une des propriétés physiques du zinc. — VI. Abréviation pour ce qui est déjà abrégé. Personnel. Nom abrégé d'un mécanisme permettant un entraînement rapide sur barres parallèles. Terre grecque. — VII. Attaché d'un roi mérovingien. On ne les manœuvre pas sans quelques ficelles. — VIII. Celui qui s'est en une sans doute dépensé plus d'un. En cette matière, la référence du cheval est dangereuse ou salutaire. — IX. Peut-être perses ou turques. Symbole chimique. Garniture de pare-brise. — X. Fis subir des ans l'irréparable outrage. Au cirque. — XI. Sa bru lui offrit un rafraîchissement. Démonstratif. Interlocuteur du Petit Chaperon rouge. — XII. C'est parfois se mettre en quatre pour un tiers. Sur un rectangle ou un cube. — XIII. Témoin du premier sourire de Phébus. Attache figure biblique. Fait monter la tension au risque de s'attarder les foudres. — XIV. Celui qui le donne encaisse plus que celui qui le fait. Porte souvent des lunettes. — XV. Possessif. On y trouve beaucoup plus de poullets que d'agents de police. S'accroche à ce qu'elle tient. Base d'échafaudage.

VERTICALEMENT

I. Le grand écart. Emmené par ceux-là même qui l'abandonnent en route. — 2. Traduit la blancheur de certaines oies. Page d'histoire ou de préhistoire. En Belgique. — 3. Joua un rôle primordial dans la découverte de l'Amérique. S'éveille quand on la pique. — 4. Vedette de triplot. Boulette pour avoir sans doute trop bouillotté. Démonstratif. — 5. Ramasse des nèfles quand les poires font défaut. Parti très à droite. — 6. Est à la corne ce que l'éclairier est à la rose. Quelle que soit leur

forme, ils sont destinés à faire des points. Première étape de la passion. — 7. Ville du Pérou. Facteur de hausse quand les moyens de transport sont en baisse. — 8. Se servir pour parler d'un appendice fait pour respirer. Fait tomber à l'eau l'espoir de celui qui a séché. — 9. Succession d'évolutions au cours d'un stage de formation. Préposition. — 10. Capitaine d'escadron qui fut aussi dame de compagnie. Éloigné du ciel. Préposition. — 11. Sort du café pour vous inviter la boire. Evénement qui combattit les gnostiques. — 12. Ne présente pas l'endroit idéal pour celui qui recherche la petite bête. Ville du Cameroun. Simples bricoles ou instrument complexe. — 13. La plus généreuse n'est pas forcément la plus gracieuse. Personnel. Un peu d'eau. — 14. Reçu sans mal mais non sans bosse. Mots sans queue ni tête. C'est, en général, celui qui le donne qui remercie. — 15. Démonstratif. Grosse marmite.

Solution du problème n° 3144

Horizontalement

I. Princesse. — II. Reni. Taon. — III. Oct. Mi. — IV. Firmament. — V. Epai. Ad. — VI. Singerie. — VII. Sein. Tu. — VIII. Insomnies. — IX. Otent. Uns. — X. Solde. — XI. Ets. Seul.

Verticalement

1. Profession. — 2. Récipient. — 3. Intronisent. — 4. Ni. Mignon. — 5. Na. M.T.S. — 6. Et. Marin. Os. — 7. Samedi. Lule. — 8. Soit. Etendu. — 9. En. Té. Usel.

GUY BROUTY.

Le Monde

équipement

TRANSPORTS

UNE PREMIÈRE DANS LE MONDE AÉRONAUTIQUE

Les Indonésiens mettent en service les nouveaux Airbus pilotés par un équipage de deux

De notre envoyé spécial

Djakarta. — De toute évidence, l'arrivée, ce matin d'hiver, sur l'aéroport de Djakarta, du premier Airbus A-300 B commandé par la compagnie aérienne indonésienne Garuda était l'événement de ce début d'année.

Pour un temps, le grand aéroport d'Europe a rejoint dans la mythologie populaire l'algèbre légendaire des châteaux de geste javanais, empoissant les pages des journaux, alimentant les conversations du Tout-Djakarta, et inspirant même les chanteurs dans les boîtes de nuit.

Mais, dans ce pays de 145 millions d'habitants partagés entre plus de cent trente mille îles, l'avion est quand même moins un objet de révérence qu'une nécessité : avec ses quelque soixante-dix appareils à réaction, auxquels s'ajoute une flotte de petits bimoteurs desservant les endroits les plus reculés, Garuda a transporté, l'année dernière, plus de 5 millions de passagers — dont les quatre cinquièmes sur son réseau domestique où le trafic augmente de 12 % par an. C'est dire qu'avant leurs trois cent deux places chacun, les neuf Airbus que la compagnie recevra cette année (avec en outre une option sur trois autres) sont inévitablement attendus.

Pour le constructeur, le « test Garuda » revêt aussi une importance capitale. Commercialement d'abord : nouveau client asiatique du groupe, l'Indonésie lui permet d'ouvrir une nouvelle brèche dans le quasi-monopole américain sur un marché que les experts aéronautiques du monde entier s'accrochent à reconnaître comme le plus ornementé des quinze ou vingt prochaines années.

Mais c'est surtout sur le plan technique que l'entrée en service de l'A-300 B de Garuda marque une date essentielle : pour la première fois, en effet, dans l'histoire de l'aviation commerciale, un avion de plus de trois cents passagers n'est piloté que par un équipage de deux hommes.

Pilote de ligne complant plusieurs milliers d'heures de vol sur tous les avions de sa compagnie — et accessoirement économiste diplômé de l'université de Berkeley — M. Witoeso Soepono, président de Garuda depuis quatorze ans, ne s'intéresse à l'Airbus, à partir de 1977, que pour la raison suivante : que sa facilité de pilotage et son haut degré d'automatisme permettent à son fabricant de lui proposer un poste de pilotage excluant la présence d'un mécanicien navigant.

La fin du « travail de singe »

C'est ce qui vient d'être réussi après plusieurs années de recherches et d'essais intensifs. Certes, Airbus Industrie n'est pas le premier à offrir un avion de ligne pilotable par deux hommes seulement : près de trois mille moyen-courriers volent dans le monde, à l'ouest comme à l'est, dans cette configuration. Mais jamais un si gros avion n'avait été confié aux seuls mains de deux hommes. Jamais les principes d'organisation et de finalité du poste de pilotage d'un avion n'avaient été autant repensés, au point de donner lieu à une nouvelle philosophie — qu'on n'a pu empêcher de baptiser d'une dénomination anglo-saxonne : *forward facing crew cockpit* (F.F.C.C.), que

les ingénieurs d'Airbus Industrie, de l'Aérospatiale et de Thomson-C.S.F. traduisent par *poste de pilotage « tout à l'avant »*.

Un mariage d'électronique, d'informatique et de miniaturisation a permis à ces ingénieurs de loger sur le tableau de bord frontal de l'avion les instruments de commande et de contrôle (moteurs, systèmes hydrauliques, électriques...) — jusque-là dévolus, au fond du cockpit, au mécanicien navigant — et de les placer sous la surveillance directe des deux pilotes.

Pour cela, il a, bien sûr, fallu renoncer à l'inflation volumineuse de cadrans, de voyants, de manettes, d'interrupteurs et de boutons qui encombraient jusqu'ici les cockpits (cinq cent vingt et un au total dans ceux des Airbus « classiques ») pour confier leur rôle à de petits boutons poussoirs carrés de 19 millimètres de côté, à voyants lumineux incorporés, qui concentrent chacun plusieurs fonctions (alerte, action, correction...) : tant que le bouton restait éteint, c'est que tout va bien ; quand il s'allume, attirant le regard, c'est pour indiquer une défaillance du système qu'il contrôle ou l'opportunité d'une opération donnée et il suffit à un membre de l'équipage d'appuyer dessus pour que les choses rentrent dans l'ordre. Ainsi, affirmant en chœur Airbus Industrie et Garuda, les deux hommes restant dans le cockpit n'ont qu'une charge de travail supplémentaire tout à fait limitée pour assurer, en plus de la navigation de l'avion et de la gestion du vol qui leur appartenait déjà, la besogne du mécanicien navigant.

Sur le futur Airbus A-310, pour deux cent dix passagers, qui doit voler dans deux mois, cette charge de travail sera encore allégée — et l'architecture du tableau de bord un peu plus simplifiée — par l'intégration de petits tubes cathodiques polymères (12,7 x 12,7 centimètres) qui permettront tout à la fois de suivre le vol de l'avion comme sur une carte de géographie vivante, de prévoir tous les déviements possibles et leurs conséquences, de connaître, par inscription en langage clair, les opérations à effectuer pour chaque phase de vol, d'informer à tout instant de l'état des systèmes, d'avertir de toute panne et d'annoncer simultanément les moyens d'y remédier. Quelques cent cinquante paramètres techniques seront aussi accessibles par simple lecture des écrans de télévision.

Ainsi s'achèvera la triple révolution voulue par les concepteurs du F.F.C.C. La première, celle du bouton-poussoir et du « tout éteint » tout va bien, fera entrer l'intervention humaine-machine que les fabricants d'électronique-mécanique, à vrai dire, en pratique depuis de nombreuses années. La deuxième consistera dans la fourniture d'informations en termes clairs ou sous forme acoustique, autorisant l'élimination de la documentation écrite en usage jusqu'ici (« check list », manuels de performances, documents de navigation...) dans les circonstances (panne, incendie) ne permettant pas toujours de consulter. Ce recours à l'électronique s'appliquera à toutes les phases du vol, et notamment aux plus chargées : décollage, approche, atterrissage, — lorsque, accablés par la stricte fonction de pilotage, l'équipage n'a pas toujours la disponibilité d'esprit nécessaire pour interpréter, ou même seulement voir, les informations qui s'accumulent aux quatre coins de l'habitacle.

Enfin, la troisième révolution résidera dans l'élimination de ce que les Américains appellent le *monkey business*, le travail de singe, ces multiples et fastidieuses tâches répétitives ou mécaniques qui s'ajoutent, dans l'esprit du pilote, à toutes celles d'analyse, de réflexion et de décision que nécessite le vol. En premier lieu, les plus banales : l'allumage des panneaux « Attachez vos ceintures » dans la cabine passagers, ou les permutations de réservoirs de carburant, par exemple.

Mais au-delà, confié au pilote automatique, le calculateur peut, tout seul, informé des limites de la machine, prendre en charge la gestion du vol en fonction des ordres reçus, réglant par exemple la puissance des moteurs et la position des gouvernes pour monter, descendre, tourner, etc. Et, couplé cette fois à la mémoire qui renferme les paramètres de vol, il peut, toujours seul, guider l'avion jusqu'au point d'arrivée souhaité par l'équipage, en intégrant instantanément toutes les données variables qu'on lui transmet (sens et vitesse du vent, par exemple). Le pilote connaitra évidemment le droit de reprendre

à tout moment l'autorité sur la machine. Surtout, il reste seul maître des décisions « politiques » : le décollage, le choix d'un aéroport de déroutement... Déchargé du travail bête, il devient un vrai directeur de vol, préoccupé avant tout de l'économie du vol et du confort des passagers — estime M. Bernard Ziegler, directeur des essais en vol d'Airbus Industrie.

La complainte du troisième homme

Evidemment, le calculateur ne se justifie que s'il prend la place d'un homme, même si, à Toulouse, on continue de professer que le F.F.C.C. exclut pas la possibilité de pilotage à trois. C'est bien là ce que certains milieux de navigants redoutent en dénonçant, depuis l'origine, dans le concept F.F.C.C., un moyen d'éliminer définitivement l'officier mécanicien des avions moyen-courriers. Bon gré mal gré, on a vu en effet au début de l'année, dans les déclarations de la compagnie nationale pour acheter des Boeing-737, — ils avaient fini par accepter l'idée qu'on se passe du « troisième homme » pour la conduite des « petits » avions, d'une capacité d'une centaine de places.

Au-delà, la « règle de trois » de meurtre de mise. Un premier coup de vent lui fut donné par Douglas avec une version de son DC-9 — le 80 — emportant cent soixante-dix passagers sous la houlette de deux pilotes seulement. Depuis, Airbus Industrie et Boeing ont décidé de proposer les deux options de cockpit pour leurs « deux cents places » de future génération (Airbus A-310 et Boeing-767), et on devine que, pouvant faire l'économie d'un navigant, les compagnies ne s'en privent guère : en effet, depuis la mise en service de ces avions, les compagnies de l'Europe ont déjà suscité bien des passions. C'est en France que les navigants européens ont choisi une fois de plus de cristalliser le débat en venant y dénoncer des conditions de travail qu'ils acceptent, curieusement, sans beaucoup rechigner dans leurs pays respectifs. Le mois dernier, une délégation internationale de mécaniciens navigants en uniforme est allée déposer au ministère des transports un mémorandum critiquant non seulement le constructeur mais les autorités de tutelle qui ont certifié les avions de Garuda.

« Les mécaniciens navigants », y était-il expliqué, ne rejettent pas la technologie, mais « veulent toucher à la composition d'équipage sous les ordres soit des militaires, soit des pilotes, soit des compagnies aériennes ». Ils ont donc demandé un mémorandum critiquant non seulement le constructeur mais les autorités de tutelle qui ont certifié les avions de Garuda.

« Les mécaniciens navigants », y était-il expliqué, ne rejettent pas la technologie, mais « veulent toucher à la composition d'équipage sous les ordres soit des militaires, soit des pilotes, soit des compagnies aériennes ». Ils ont donc demandé un mémorandum critiquant non seulement le constructeur mais les autorités de tutelle qui ont certifié les avions de Garuda.

« Les mécaniciens navigants », y était-il expliqué, ne rejettent pas la technologie, mais « veulent toucher à la composition d'équipage sous les ordres soit des militaires, soit des pilotes, soit des compagnies aériennes ». Ils ont donc demandé un mémorandum critiquant non seulement le constructeur mais les autorités de tutelle qui ont certifié les avions de Garuda.

JAMES SARAZIN.

Compagnies aériennes : trois ans de grâce. — L'association du transport aérien international (I.A.T.A.) se donne trois ans pour ramener à la rentabilité les cent seize compagnies qui en sont membres. Réuni pendant deux jours à Abidjan (Côte-d'Ivoire), le comité exécutif de l'I.A.T.A. a adopté un programme qui, s'il est respecté, devrait conduire à mettre un terme aux réductions de tarifs unilatérales et à améliorer le système de fixation des prix par le biais de tarifs convenus qui, affirme-t-on, ne devraient pas pour autant décourager la clientèle. Les compagnies affiliées à l'I.A.T.A. ont enregistré des pertes de 21 milliards de dollars (environ 12 milliards de francs) en 1981, résultats qui sans un effort pour inverser la tendance pourraient être pires encore en 1982. — (A.F.P.)

ENVIRONNEMENT

L'interdiction de l'importation des peaux de bébés phoques

Les Canadiens réagissent très vivement à la recommandation de l'Assemblée européenne

S'ils suivent la recommandation de l'Assemblée européenne, les pays de la Communauté devraient interdire l'importation des peaux de bébés phoques. Comme la rapporte notre correspondant Marcel Contre, c'est en effet, par une écrasante majorité (130 voix pour, 10 contre et 20 abstentions) que les membres de l'Assemblée de Strasbourg ont voté, le 11 mars, une résolution demandant aux Dix de fermer leurs frontières à ces produits.

« Très impressionnés » par la campagne déclenchée par le Fonds international pour la protection des animaux, les parlementaires européens n'ont tenu aucun compte des arguments qu'une délégation canadienne était venue développer peu avant le vote. M. Pietr Dankert, président de l'Assemblée de Strasbourg, avait reçu la veille du débat une pétition demandant l'arrêt de l'importation des phoques, qui groupait trois millions de signatures recueillies dans plusieurs pays.

De notre correspondant

Montréal. — Le vote des députés européens a été très mal accueilli au Canada, et plus particulièrement dans les régions de la côte atlantique qui tirent de la chasse aux phoques des revenus évalués à plus de 10 millions de dollars (50 millions de francs). Les autorités locales ont toujours refusé de tenir compte des campagnes internationales menées depuis des années contre le massacre des bébés phoques. L'action engagée depuis 1977 par la fondation Green Peace et par l'écologiste suisse Franz Weber, qui, avec Brigitte Bardot, ont tenté de s'opposer entre les chasseurs et les bébés phoques, n'a jamais été prise très au sérieux par les Canadiens.

« Espérons néanmoins enlever des arguments aux protestataires », le gouvernement canadien s'était engagé à surveiller l'habillage des phoques pour le rendre le moins cruel possible. Le matraquage, qui est parfois insuffisant pour rendre les animaux inconscients au moment de l'écorchement, sera interdit à partir de la saison prochaine et remplacé par l'utilisation d'un pistolet spécial.

Commentant la décision « inacceptable » du Parlement européen, le premier ministre de Terre-Neuve, M. Peckford, a déclaré qu'il demanderait à Ottawa d'interdire aux bateaux européens de pêcher la morue dans les eaux

canadiennes. Pour sa part, M. Robert Le Blanc, ministre fédéral de la pêche, a évoqué la possibilité de s'appuyer sur les accords du GATT (arrangement général sur le commerce et les tarifs douaniers) pour exercer des pressions contre les pêcheurs européens, dont les prises annuelles dans les eaux canadiennes s'élevaient à 90 000 tonnes. Estimant que le vote des députés européens est le « résultat d'une vague d'émotion », le ministre fédéral s'est dit convaincu que les gouvernements européens sauront « garder leur sang-froid » et ne suivront pas les recommandations du Parlement de Strasbourg. « La chasse au phoque a encore de beaux jours en perspective », a-t-il déclaré.

Sur le terrain, les chasseurs du golfe du Saint-Laurent, qui ont droit à 20 000 prises, ont déjà presque atteint leur quota. Le bateau de Green Peace n'a pas réussi à gêner les chasseurs, qui sont protégés par les gardes-côtes canadiens. Trois membres de Green Peace ont été arrêtés vendredi 12 mars pour avoir arpergé de peinture verte environ cent cinquante phoques, dont la fourrure a ainsi perdu toute valeur commerciale. Les écologistes seront poursuivis en vertu d'un règlement canadien qui interdit à toute personne ne disposant pas d'un permis spécial de s'approcher à moins de 300 mètres des troupeaux de phoques.

BERTRAND DE LA GRANGE.

CARNET

Décès

— L'Université Claude-Bernard (Lyon-1) a le regret de faire part du décès de

docteur René HUGONNIER, professeur de clinique ophtalmologique, officier d'ordonne national du Mérite, survenu en son domicile, dans sa résidence de la rue de la République, le 10 mars 1982, à 9 heures.

Une messe de funérailles a eu lieu en l'église Saint-Nizier de Lyon, le mardi 9 mars 1982, à 9 heures.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Samuel HADIDA, ancien député de la 1^{re} circonscription de la Seine-Saint-Denis, officier de la Légion d'honneur, et en souvenir de ses parents, Anne et Georges.

de la FOUCHARDIERE, journaliste et écrivain, une pensée recueillie est demandée à ceux qui les ont connus et aimés.

— Le 15 mars 1982, l'inspecteur d'académie

Max MAROCHAND, chef du service des Centres sociaux d'Algérie, et cinq de ses compagnons étaient assassinés à Alger par l'O.A.S. Ceux qui les ont aimés se souviennent. — M. L.

— Il y a quatorze ans, le poète Claude SERNET nous quittait.

« Que tout me reste à dire quand j'ai tout dit » (1967).

— Il y a un an, le 15 mars 1981, Maxime VIBERT-GUIGUE quittait ses amis et rejoignait son mari.

André WAHL, su petit cimetière du Vaudoué (Seine-et-Marne). Une pensée émue est demandée à ceux qui demeurent attachés à leur souvenir.

Remerciements

— Mme Maniet remercie toutes les personnes qui ont témoigné leur sympathie à l'occasion du décès de son mari, M. Robert FAURE.

DÉFENSE

Pour le prochain exercice national de défense aérienne

2750 « sorties » d'avions de combat en deux jours au-dessus de la France

Deux mille sept cent cinquante sorties d'avions de combat, en deux jours, au-dessus du territoire français : ainsi se traduira, pour les populations survolées, l'exercice national de défense aérienne Dater-82 organisé les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Préparé depuis juin 1981, pour occasionner le moins de gêne possible aux compagnies aériennes, cet exercice est destiné à tester et à apprécier les capacités opérationnelles et logistiques de la défense aérienne française : les commandements de la défense aérienne Dater-82 organisés les 16 et 17 mars prochains, sous l'autorité du général de corps aérien Bernard Capillon, commandant la défense aérienne en France.

Le Monde

SOCIAL

MALGRÉ UNE LÉGÈRE AMÉLIORATION

La situation du marché du travail reste difficile

Publiées avec une particulière célérité (le 12 du mois) et connues, par conséquent, avant le premier tour des élections cantonales, les statistiques du marché du travail en février ne sont pourtant guère encourageantes, même si le ministère du travail note que « le nombre des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE continue à croître au rythme observé depuis le deuxième semestre 1981, c'est-à-dire deux fois moins vite qu'il y a un an », et même s'il constate que « la reprise des offres d'emploi, notable le mois précédent, semble se confirmer au cours du mois de février 1982 ».

Selon un bilan mensuel saisonnier, le nombre de demandes d'emploi non satisfaites a baissé de 1,5 % de janvier à février, passant de 2 054 000 à 2 033 000 en données observées. Cette diminution n'avait été que de 0,8 % de janvier à février 1981, mais elle avait atteint 2,5 % de janvier à février 1980. En ce qui concerne le chômage, on relève une augmentation de 20,2 % (338 100 chômeurs de plus qu'en février 1981). Selon la même tendance saisonnière, les données corrigées, ont, cependant, de janvier à février, une hausse de 1,7 %, le nombre des demandes d'emploi non satisfaites s'accroissant de 1 232 000 à 1 254 000. Cette augmentation avait été respectivement de 2,8 % et de 0,8 % aux mêmes mois de février 1980 et de 1981. En un an, la hausse du chômage en données corrigées des variations saisonnières, est de 20,3 % (339 300 demandeurs d'emploi supplémentaires).

On continue d'observer une diminution des offres d'emploi non satisfaites d'une année sur l'autre : - 4,4 % en données brutes, - 4,5 % en données corrigées. Mais on a vu les mois de l'effondrement (- 23,5 %) constatés de février 1980 à février 1981, et, surtout, on note une meilleure

évolution d'un mois sur l'autre : le stock des offres s'est grossi de 9,3 % en données brutes (contre 5 % en février 1981) et de 5,2 % en données corrigées (contre 1 % en février 1981). De janvier à février 1981, elles ont passé de 1 100 à 1 150, dans le premier cas, de 1 050 à 1 100, dans le second. Et de 1 050 à 1 100, dans le troisième. Soit une augmentation de 4,8 % en données brutes, de 4,8 % en données corrigées. Et c'est là que se situe l'amorce d'une véritable reprise ?

« Un allongement des durées passées en chômage »

Une tendance en tout cas, ne laisse pas d'inquiéter le ministère du travail, qui le note honnêtement dans son commentaire : « Face à une certaine stabilisation des flux d'inscriptions à l'ANPE, remarque-t-il, la croissance du chômage se caractérise par un allongement très net des durées passées en chômage ». En effet, l'ancienneté moyenne d'inscription à l'Agence nationale pour l'emploi, qui était de deux cent quarante-six jours en février 1981, est aujourd'hui de deux cent soixante-trois jours, soit près de neuf mois. Et la part des chômeurs figurant sur les listes de l'ANPE depuis plus de six mois, est passée, d'une année à l'autre, de 38,8 % à 44,4 %.

Avant ce premier tour des élections cantonales, le ministère du travail a également publié un bilan du plus mauvais des mois. Même s'il note, avec raison, que la comparaison avec les chiffres du troisième trimestre pour l'emploi « est rendue délicate du fait des changements intervenus dans la législation », il plus contraignante pour les employeurs. - Il n'empêche que le nombre de bénéficiaires du chômage a augmenté de 1,7 % en un an à la même date : 339 632 contre 429 297. Les contrats d'apprentissage et d'em-

ploi-formation ont, cependant, plus de succès qu'en février 1981. Enfin, le rue de Grenelle a dressé un premier bilan des contrats de solidarité. Elle indique que 1 737 dossiers d'entreprises ont été en cours d'instruction. Le ministère du travail a fait une étude sur les 117 premiers contrats de solidarité définitivement signés, concernant 98 000 salariés. Cette analyse montre que 22 % des contrats comportent une clause relative à la réduction de la durée du travail, qui permet l'embauche de 886 personnes. C'est évidemment très peu significatif, mais M. Mauroy, qui parle d'une période de « démarrage », espère, dans un futur immédiat, dégager quelque 10 000 emplois par mois pour arriver au chiffre de 100 000 à la fin de cette année, grâce aux seuls contrats de solidarité.

ÉTRANGER

En R.F.A. : un projet « raisonnable »

(Suite de la première page.)

Les pertes de revenus sont également considérées comme la conséquence normale et inévitable d'une longue période de chômage, ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent. Après quatre mois sans travail, l'intéressé, sous peine d'être privé de ses allocations, sera contraint d'accepter une perte de 20 % par rapport à son salaire antérieur. De plus, les sans-travail pourront se voir imposer des tâches temporaires, comme le déblaiement de neige par exemple - si cette activité ne dure pas plus de six mois et ne fait pas obstacle au retour dans une fonction plus appropriée.

Enfin, ceux qui ne demandent qu'un travail à mi-temps verront leurs allocations supprimées s'ils refusent un emploi à temps complet. Cette disposition vise tout spécialement de nombreuses mères de famille. Conscientes du fait que les postes à mi-temps sont rares, les chômeuses peuvent d'entre elles parvenir, en effet, à toucher ainsi un soutien de l'État, alors que, en fait, elles n'ont pas de travail.

Une déclaration de guerre

Aux yeux des dirigeants syndicaux, la nouvelle réglementation législative à une déclaration de guerre contre les chômeurs. Plus encore, elle serait contraire aux dispositions constitutionnelles, qui garantissent à chaque citoyen le droit de choisir librement son travail ou sa profession. Aussi, le syndicat IG Metall fait savoir que tout chômeur menacé par la loi devra choisir entre la perte de son salaire et la perte de son droit de travailler.

Le sentiment le plus répandu à l'heure actuelle est que les règles de la loi sont trop sévères. Elles sont avant tout envisagées comme une arme psychologique en vue de décourager les abus, mais que leur application sera suffisamment souple pour ne pas provoquer une guerre ouverte entre les syndicats et l'office fédéral du travail.

JEAN WETZ.

● Une forte majorité d'Allemands de l'Ouest sont disposés à accepter une politique d'austérité pour sortir l'économie de la crise. Selon un sondage publié le 12 mars, 61 % des personnes interrogées se sont déclarées prêtes à renoncer à une hausse des salaires pour assurer l'emploi d'autres salariés ; 60 % considèrent que le personnel de la fonction publique doit, compte tenu des difficultés budgétaires, accepter un ralentissement de son avancement de ses appointements. Même parmi les fonctionnaires, 58 % seraient en faveur d'un tel geste. — (A.F.P.)

Aux États-Unis

LES PRIX DE GROS ONT BAISSÉ EN FÉVRIER POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS SIX ANS

Washington (A.F.P.) — L'indice des prix de gros américains ont baissé en février de 0,1 %, pour la première fois depuis six ans (- 0,2 % en janvier 1976). Cet indice n'avait augmenté que de 0,4 % en janvier et de 0,3 % en décembre.

Ce résultat a été notamment attribué à une diminution de 1,8 % des prix énergétiques et de 1,3 % des prix automobiles. De plus, les prix alimentaires ont augmenté de 4,5 % en février contre 1,1 % en janvier.

L'indice s'est situé à 27,4 (base 100 en 1967) en février. Il s'était accru en 1981 de 7 %, soit sa hausse annuelle la plus faible depuis 1971.

BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Neuf mesures sont décidées pour encourager la reprise de la construction

M. Yvon Gattaz, président du C.N.P.F., reçu vendredi 12 mars par M. Mauroy, s'est déclaré « déçu » que les mesures en faveur des entreprises promises par le premier ministre pour le 22 mars n'aient pas encore été prises : « Nous n'avons que des promesses, alors que nous attendons des réponses fermes et des décisions ». M. Gattaz, qui avait souligné « la gravité de la situation » et « le poids intolérable des charges fiscales et sociales », a cependant déclaré : « Nous gardons espoir que M. Mauroy

annonce les mesures nécessaires à la survie des entreprises afin de préserver l'emploi ». De son côté, M. Jacques Damon, président de la Fédération nationale du bâtiment (F.N.B.), lui aussi reçu par M. Mauroy, s'est félicité des neuf mesures prises en faveur du bâtiment, mesures dont M. Gattaz estime qu'elles vont dans la bonne direction. M. Damon considère, en effet, qu'il faut aller vite, car le bâtiment connaît depuis quelques mois une accentuation extrêmement rapide de sa dégradation.

Les neuf mesures annoncées par M. Mauroy à M. Damon ont été prises dans l'intention de « faciliter la reprise d'activités attendues pour le deuxième trimestre », précise le communiqué de l'Hotel Matignon.

1) Les comités départementaux de financement (Codel) pourront à nouveau consentir des avances de trésorerie et cette liberté sera réservée aux seules entreprises du bâtiment et des travaux publics.

2) Les entreprises de B.T.P. pourront obtenir de leur banque coopérative les avances nécessaires au financement de la cinquième semaine de congés payés, puisque les crédits payés dans ce secteur, où on est employé à la tâche, sont financés par des caisses spécialisées, qui n'avaient pas été approvisionnées par des obligations avant l'octroi de la cinquième semaine.

3) Les travaux décidés par les collectivités locales pourront être entrepris sans attendre la « notification officielle des subventions d'Etat », les arrêtés attribuant des subventions subissant parfois des retards. Une circulaire de M. Laurent Fabius, ministre du budget, avait demandé aux trésoriers payeurs généraux d'accorder cette dispense du 1^{er} janvier au 28 février et cette mesure reste en vigueur jusqu'au 30 juin.

4) Les crédits budgétaires au logement du deuxième trimestre (prêts locatifs aidés ou prêts à l'accession à la propriété) seront mis en plus dans les directions départementales de l'équipement le 15 mars et non le 1^{er} avril, de façon qu'aucun « dossier » ne traîne, faute des crédits nécessaires, dans les constructions autres que le logement (bâtiments agricoles, industriels, commerciaux, mais aussi hôpitaux, écoles, bâtiments administratifs). La baisse est de 35,7 %. Seul l'Etat « favorable », le nombre des entreprises ayant fermé leurs portes s'est réduit de 4,4 %, leur nombre étant passé de 107 en trois mois à 104.

5) Deux cents millions de francs seront mis de façon anticipée à la disposition du mouvement H.L.M. pour l'amélioration de ses logements anciens.

6) L'indice des prix de gros aux taux moyens de 14,5 % - taux qui va rester stable durant six mois - seront mis à la disposition du public dans toutes les banques.

7) Trente mille prêts conventionnés seront offerts, assortis de prêts complémentaires dus au 1^{er} logement à des conditions favorables (par exemple des différés d'amortissement).

8) Une campagne d'information sur les économies d'énergie et la déduction fiscale de 8 000 F qui les accompagne va être lancée.

9) L'Etat incitera les compagnies d'assurances à relancer leurs investissements dans la construction neuve à usage locatif. On avait en effet depuis de nombreux mois observé que les investisseurs traditionnels « préféraient les investissements en obligations, à cause d'une meilleure mobilisation de leurs capitaux investis ».

Conjoncture en baisse

« Tous les signifiants sont au rouge », peut-on lire dans la dernière note de conjoncture de la F.N.B., qui annonce pour les trois derniers mois connus (novembre, décembre, janvier), par rapport à la même période de l'année précédente, une baisse de 4,1 % du nombre d'heures travaillées, une baisse de 12,8 % du nombre des logements mis en chantier, ce qui recouvre une baisse de 19 % dans le secteur non aidé par l'Etat, soit - 21,8 % dans la maison individuelle et - 15,2 % dans les immeubles collectifs. Enfin, dans les constructions autres que le logement (bâtiments agricoles, industriels, commerciaux, mais aussi hôpitaux, écoles, bâtiments administratifs), la baisse est de 35,7 %. Seul l'Etat « favorable », le nombre des entreprises ayant fermé leurs portes s'est réduit de 4,4 %, leur nombre étant passé de 107 en trois mois à 104.

Même son de cloche alarmiste à la Fédération nationale des travaux publics (F.N.T.P.) dont la dernière note de conjoncture signale « la persistance de la régression de l'activité ». En 1981, la baisse de l'activité en volume atteint 4 %, les marchés conclus ont chuté de 9,5 %, ne parvenant pas à regagner les caractéristiques de commandes, et les effectifs se sont réduits de 3 %.

Seul le Syndicat des maisons individuelles (S.M.I.) fait état d'une « relative amélioration », à partir du mois de septembre. Plus de la moitié des chefs d'entreprises interrogés par ses soins trouvant la conjoncture « bonne ».

ou « moyenne ». Cependant le S.M.I. fait état sur l'ensemble de l'année 1981 par rapport à 1980 d'une régression de 9,3 % des ouvertures de chantiers, de 12,01 % des prises de commandes, le taux d'occupation qui était de 27 % en 1980, étant passé à 24 % en 1981. Cependant le S.M.I. compte manifestement sur la solvabilité des ménages due aux mesures prises depuis quelques mois, et notamment à la baisse des taux d'intérêt. En outre, la clientèle qui ne pouvait prétendre, en décembre 1981, à l'obtention d'un PAP (prêt à l'accession à la propriété aidée) en secteur diffus parce que gagnant plus de 7 200 francs annuels ne gagnant moins de 12 500 francs, et donc ne pouvait envisager de faire construire s'est beaucoup réduite : le champ d'accession a pratiquement disparu puisqu'il se situe en mars 1982 entre 10 410 francs et 11 000 francs.

(1) Ménage avec deux enfants vivant en province.

STABILITÉ DES MISES EN CHANTIER EN 1981

En 1981, le nombre de logements mis en chantier, selon la direction des affaires économiques et internationales du ministère de l'Urbanisme et du logement, est resté pratiquement stable : 259 500 logements en 1980 (soit + 0,5 %). Avec 53 369 logements locaux aidés contre 46 500, la progression dans ce secteur est de 14,8 %. En accession aidée à la propriété (P.A.P.), la production a été beaucoup plus faible (4 %), passant de 35 000 à 36 700 logements.

Quant au secteur béton (prêts conventionnés compris), il est en régression de 3,1 %, le nombre de logements conventionnés étant passé de 257 000 à 249 500. Tous modes de financement confondus, on observe une baisse de 4,1 % du secteur de la maison individuelle (de 264 500 en 1980 à 251 000 en 1981) et une progression de 11,8 % des logements en immeubles collectifs (de 125 500 en 1980 à 140 500 en 1981).

AFFAIRES

En février

LE NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EST RETOMBÉ À SON NIVEAU D'IL Y A DEUX ANS.

Pour la première fois depuis deux ans, le nombre des entreprises mises en règlement judiciaire ou en liquidation de biens est retombé, en février, au-dessous de mille quatre cents (mille trois cent quarante-deux exactement en données corrigées de variations saisonnières), retrouvant le niveau atteint au début de 1980. Ces résultats, note l'INSEE, « semblent confirmer que la tendance amorcée une nouvelle dégradation d'entreprises, rappelle l'Institut de la statistique, après une période de croissance de l'issue de laquelle il a dépassé deux mille en août 1981, a enregistré depuis six mois une détente progressive qui s'est traduite par une première étape de stabilisation à un niveau mensuel de mille sept cents à mille huit cents entreprises ».

Cette amélioration, sensible dans tous les secteurs, et notamment dans l'industrie, est particulièrement marquée dans les activités liées directement à l'évolution de la consommation des ménages : production des biens de consommation, des biens d'équipement, des biens de consommation de l'industrie, en janvier et 267 en août 1981, commerce de détail non alimentaire et services rendus aux particuliers.

AUTOMOBILE

Aux États-Unis

REPRISE DES NÉGOCIATIONS ENTRE GENERAL MOTORS ET LE SYNDICAT DES OUVRIERS DE L'AUTOMOBILE.

Les négociations entre General Motors et le syndicat américain des travailleurs de l'automobile (U.A.W.) ont repris vendredi 12 mars à Detroit, après six semaines d'inter-région. Ces discussions devaient aboutir à la signature d'une nouvelle convention collective prévoyant d'importantes concessions salariales en échange de certaines garanties d'emploi, à l'exception de celle conclue le mois dernier entre U.A.W. et Ford, et qui devrait permettre à ce dernier d'économiser près de 1 milliard de dollars (8 milliards de francs environ).

Les premières négociations entre le syndicat et General Motors avaient capoté le 26 janvier, et, depuis cette date, le constructeur avait multiplié les pressions, annonçant la fermeture de sept usines aux États-Unis, tandis que le conseil syndical de General Motors a approuvé la réouverture des négociations par 239 voix contre 15. M. Fraser, président de l'U.A.W., a déclaré que ces négociations pourraient durer une semaine, bien qu'aucune date limite n'ait été fixée.

● British Leyland - Belgique a annoncé qu'elle cesserait ses activités à Malines le 30 juin. Cette fermeture entraînera la perte de cent trente-cinq emplois. L'usine de Malines est une société commerciale qui s'occupe de l'importation directe de poids lourds, allant de la camionnette au 24 tonnes. — (A.F.P.)

LE JAPON AURAIT ACCEPTÉ DE NE PAS AUGMENTER SES EXPORTATIONS DE VOITURES AUX ÉTATS-UNIS EN 1982.

Le Japon aurait accepté de limiter à nouveau volontairement ses exportations d'automobiles vers les États-Unis durant l'année 1982, à 1,68 million d'unités, soit la même quantité que celle fixée pour l'année 1981, selon des sources proches du MITI, le ministère nippon du commerce international et de l'industrie, citées par l'A.F.P. de Tokyo.

L'accord bilatéral conclu en 1980 entre les deux pays prévoyait une progression des livraisons d'automobiles japonaises aux États-Unis de 1,68 million en 1981 à 1,78 million en 1982, mais une délégation américaine, venue à Tokyo vendredi 12 mars pour rencontrer les responsables du MITI, a fait valoir l'insuffisance de l'accord qui n'aurait pas permis de rencontrer les besoins de l'industrie automobile américaine. — (A.F.P.)

● Le constructeur de véhicules utilitaires Magnus Deutz, dont le siège est à Ulm, a annoncé la fermeture de son usine d'automobiles à Mayence, ce qui entraînera la suppression de mille six cents emplois. La direction de la firme, qui appartient à Ivo (groupe Fiat), en a informé jeudi 11 mars le conseil d'administration. Le conseil d'administration de Mayence a déjà été réduit de cinq cents personnes depuis deux ans et demi en raison des pertes enregistrées dans la construction automobile. La part de Magnus Deutz sur le marché allemand des autobus a diminué de moitié en un an, passant de 14 % à 7 %. — (A.F.P.)

M. Mauroy va entreprendre un nouveau « tour de France »

De notre envoyé spécial

Perpignan. — Le nouveau pouvoir a décidé de réviser la vieille règle républicaine du « tour de France » selon laquelle la cohésion et l'efficacité de l'administration française passerait obligatoirement par l'affectation au nord de la France des fonctionnaires originaires du Sud, par les nominations dans l'Ouest des gens nés à l'Est, et ainsi de suite. Au cours du dernier meeting de sa campagne électorale, le premier tour de scrutin, M. Pierre Mauroy a annoncé, en effet, vendredi soir, 12 mars, à Perpignan, sous les applaudissements de nombreux candidats, de « vivre au pays », que le gouvernement s'emploiera à mettre fin à la « course ridicule » que ce système déclenche automatiquement chez les fonctionnaires qui, ayant le sentiment d'être « exilés » loin de la terre natale, n'ont plus qu'un seul objectif de carrière : y retourner.

« On fera en sorte que les gens nés dans une région puissent y rester », a-t-il notamment déclaré. Le premier ministre précisait que cette révision interviendrait en organisant « au niveau régional » les concours d'accès à la fonction publique. Les postes créés dans chaque région seront ainsi pourvus par les candidats locaux, dans l'ordre du classement de chaque concours. Les premiers ministres auront la possibilité de participer à un concours complémentaire en optant pour une autre région.

M. Mauroy a souligné que l'entrée en vigueur de la loi de décentralisation ne modifiera pas le régime de la fonction publique. Celle-ci restera « unifiée ». Il n'y aura pas « une fonction publique d'en haut qui servirait l'Etat » et « une fonction publique d'en bas qui servirait les collectivités territoriales ». Ce qui n'exclut pas une diversification : il y aura « deux groupes » de fonctionnaires : ceux qui serviront l'Etat et ceux qui travailleront pour les communes, les départements ou les régions, mais ces deux catégories seront reliées par des passerelles « afin que tout fonctionnaire puisse passer sans obstacle d'un groupe à l'autre. Les gens ne seront plus enfermés », a souligné le chef du gouvernement.

Evitant d'autre part la préparation des ordonnances, M. Mauroy a confirmé que le ministère de la durée du temps de travail hebdomadaire l'objectif du gouvernement reste « avec une volonté qui ne sera pas mise en défaut », d'aboutir à la semaine de trente-cinq heures en 1985. Toutefois, cela, M. Mauroy ne l'a pas dit, mais l'idée fait son chemin à l'Hotel Matignon. — De 1982 à 1985, les réductions intermédiaires n'interviendront peut-être pas par tranches d'une heure, mais donneront lieu à des diminutions

plus fortes. Telle est du moins l'orientation que le gouvernement souhaite faire prévaloir dans les prochains contrats de solidarité entre partenaires sociaux.

Le premier ministre, qui avait présidé, l'après-midi, un comité interministériel consacré à la préparation de l'ordonnance de limitation du cumul emploi-retraite, a apporté, à ce sujet, une précision : la conclusion des échanges de vues interministériels est qu'il conviendrait d'attribuer les revenus qu'un retraité tire d'un emploi, M. Mauroy a dit qu'il se prépare à trancher entre deux formules : la première vise à imposer un retraité à cumuler une cotisation exceptionnelle de solidarité à l'UNEDIC ; l'intéressé participerait ainsi au financement de l'aide aux chômeurs (dans ce cas la cotisation à l'UNEDIC serait pour deux tiers à la charge de l'employeur et pour un tiers à celle du retraité) ; la seconde formule consiste tout simplement à « fiscaliser l'ensemble des revenus du retraité » et à lui imposer une « taxe particulière » au moment du paiement de l'impôt sur le revenu.

M. Mauroy poursuivra sa campagne électorale en participant à plusieurs meetings entre les deux tours de scrutin, dont le plus important, le mercredi 17 mars, dans les Vosges et le lendemain en Seine-Saint-Denis.

Mais le premier ministre songe déjà à un nouveau « tour de France ». Il se propose, en effet, de convoquer dans chaque région une réunion de tous les responsables des administrations départementales, afin d'examiner avec eux, dans le détail, comment est appliquée, sur le terrain, le plan du gouvernement contre le chômage. Sans être contraignant, M. Mauroy sera directif : il souhaite fixer, département par département, les objectifs quantitatifs à viser, compte tenu des situations locales, pour que le bilan de l'action gouvernementale se traduise par une diminution du nombre de chômeurs et par une augmentation du nombre des adolescents placés dans un circuit de formation professionnelle.

ALAIN ROLLAT.

● RECTIFICATIF. — Deux « mastics » dans notre première édition du 13 mars ont rendu incompréhensibles deux paragraphes de l'article de Pierre Drouin « Pas de coupure pour la retraite ». Nous aurions dû imprimer page 39 : « Cette question... a poussé de côté les autres aspects non moins intéressants de cette notion promise par le gouvernement ». Puis, plus loin : « Il y a peut-être un ministère du temps libre et un secrétariat d'Etat chargé des personnes âgées, mais... »

